

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

ATTI
DEL PRESIDENTE DELLA REGIONE

DEUXIÈME PARTIE

ACTES
DU PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Publication de la version française de l'annexe à l'ordonnance n° 316 du 30 juillet 2020, portant approbation, aux termes des lettres b) et d) du sixième alinéa de l'art. 31 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, du plan extraordinaire des travaux relatifs aux écoles secondaires du deuxième degré pour la reprise et le déroulement, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 et définition des travaux urgents de construction scolaire pour la réalisation de celui-ci, publiée au Bulletin officiel n° 50 du 18 août 2020.

Plan extraordinaire
des travaux relatifs aux écoles secondaires du deuxième degré pour la reprise
et le déroulement, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles
et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021

27 juillet 2020

Table des matières

1. ORIGINE DU PLAN ET DISPOSITIONS DE RÉFÉRENCE

La loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020 (Réajustement du budget prévisionnel 2020 de la Région autonome Vallée d'Aoste et mesures urgentes pour lutter contre les effets de l'épidémie de COVID-19) et, notamment, son art. 31 (Mesures urgentes en matière de construction scolaire pour faire face aux effets de la flambée de COVID-19) prévoit :

- au premier alinéa, qu'afin d'assurer la reprise, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats et de garantir le démarrage et le déroulement de l'année scolaire 2020/2021 suivant des modalités appropriées à la diffusion de l'épidémie de COVID-19 et en application des art. 7 ter et 8 du décret-loi n° 22 du 8 avril 2020 (Mesures urgentes en matière de conclusion régulière de l'année scolaire en cours, de début ordonné de l'année scolaire suivante et de déroulement des examens d'État), converti, avec modifications, par la loi n° 41 du 6 juin 2020, et de l'art. 2 du décret législatif n° 282 du 27 avril 1992 (Harmonisation de la loi n° 142 du 8 juin 1990 avec l'ordre juridique de la Région Vallée d'Aoste), les syndicats et le président de la Région exercent, jusqu'au 31 décembre 2020, les fonctions des commissaires visés aux deuxième et troisième alinéas de l'art. 4 du décret-loi n° 32 du 18 avril 2019 (Dispositions urgentes pour la relance du secteur des contrats publics et pour l'accélération des travaux d'infrastructure, de régénération urbaine et de reconstruction post-séisme), converti, avec modifications, par la loi n° 55 du 14 juin 2019, et ce, par dérogation aux dispositions étatiques et régionales en matière de contrats publics, ainsi qu'à la réglementation régionale en matière de centralisation des commandes publiques ;
- au troisième alinéa, que les commissaires extraordinaires prennent toutes les décisions qui s'imposent pour le démarrage ou la poursuite des travaux de construction scolaire, qu'ils aient été suspendus ou non, nécessaires à la reprise des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021, ainsi que pour l'utilisation par roulement des bâtiments scolaires, nécessaire à la réalisation des travaux dans les centres scolaires régionaux ; à cette fin, ils assurent, s'il y a lieu, la reformulation et l'approbation des projets n'ayant pas encore fait l'objet d'un marché, de concert, si lesdits projets sont du ressort des collectivités locales, avec le président de la Région ;
- au quatrième alinéa, que dans l'exercice des fonctions de commissaire visées aux premier et troisième alinéas, le président de la Région fait appel, pour les activités techniques et administratives liées à la programmation, à la conception, à l'adjudication, au contrôle, à la réalisation et au récolement des travaux, des fournitures et des services nécessaires, ainsi que pour l'instruction technique et administrative visant à la conclusion de l'entente prévue par la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'art. 4 du DL n° 32/2019, à une structure de direction de premier niveau chargée de l'épauler et dont le dirigeant remplit les fonctions de

- réalisateur. La structure en cause est désignée parmi les structures régionales par une ordonnance, au sens de la lettre a) du sixième alinéa, et peut disposer de personnels supplémentaires relevant d'autres structures non étroitement liées à la gestion de l'urgence épidémiologique. Pour l'exercice des activités susmentionnées, y compris le mandat de responsable unique de la procédure (RUP), la structure en cause peut faire appel, sur décision du commissaire, à des acteurs n'appartenant pas à l'Administration régionale, les charges qui en découlent étant à valoir sur les crédits destinés aux travaux à réaliser ;
- au sixième alinéa, qu'aux fins de l'exercice des fonctions visées aux premier et troisième alinéas, les syndics et le président de la Région prennent une ordonnance pour : (...)
 - b) Approuver, l'assesseur à l'éducation, à l'université, à la recherche et aux politiques de la jeunesse entendue, le plan extraordinaire des travaux relatifs aux écoles secondaires du deuxième degré pour la reprise et le déroulement, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 et établir les travaux de construction scolaire urgents nécessaires à la réalisation dudit plan ;
 - c) Établir, pour chaque type de travaux de construction scolaire au sens de la lettre b), des dérogations aux dispositions des lois régionales et nationales en matière de contrats publics ;
 - d) Nommer le RUP pour les travaux visés à la lettre b) ;
 - e) Adopter toute autre mesure nécessaire à garantir la réalisation des travaux de construction scolaire visés à l'article en cause ;
 - au septième alinéa, que, quant aux travaux de construction scolaire du ressort de la Région, le plan extraordinaire visé à la lettre b) du sixième alinéa prévoit les actions urgentes ci-dessous, strictement nécessaires à la reprise, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 et prises en charge par un seul RUP :
 - a) Recours temporaire à des modules préfabriqués destinés à accueillir, sur des aires adaptées dont la sélection et la prise de possession doivent avoir lieu au préalable, des établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré et les services y afférents, du fait de la carence d'espaces pour les activités d'enseignement en présentiel dans des conditions de sécurité ;
 - b) Sécurisation et mise aux normes des bâtiments abritant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré et les pensionnats, ainsi que des services y afférents, en fonction des nouvelles exigences liées aux activités d'enseignement en présentiel et à l'hébergement des élèves ;
 - au huitième alinéa, qu'afin de mettre en valeur, même pendant la phase de gestion de l'urgence, le rôle fondamental dans le processus d'apprentissage de l'espace et de la communauté environnants, les aires pour l'installation des modules préfabriqués qui s'avèrent nécessaires sont, en tout état de cause, repérées à proximité du centre de la ville d'Aoste, dans des sites permettant de réduire au minimum les coûts d'occupation, priorité étant donnée aux sites dotés de services appropriés et d'espaces de socialisation, garantissant la préservation de la santé et de la sécurité des élèves et n'étant, donc, pas contaminés.

Du point de vue technique, le présent plan fait référence, pour la sélection et la réalisation des travaux nécessaires :

- 1) Au plan 2020/2021 des activités pédagogiques, éducatives et formatives de toutes les institutions du système national de l'éducation, approuvé par le décret de la ministre de l'éducation n° 39 du 26 juin 2020 ;
- 2) Aux indications du comité technique et scientifique établies, le 7 juillet 2020, au sens des ordonnances du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020, n° 663 du 18 avril 2020 et n° 673 du 15 mai 2020, en matière de distanciation sociale, de dispositifs de protection individuels, de protocole sanitaire et de mesures de nettoyage et de désinfection ;
- 3) Au rapport du 25 mai 2020 *ISS COVID-19 n. 5/2020 Rev. 2* « Indicazioni ad interim per la prevenzione e gestione degli ambienti indoor in relazione alla trasmissione dell'infezione da virus SARS-CoV-2 », dressé par le groupe de travail *ISS Ambiente e Qualità dell'Aria Indoor*.

En ce qui concerne la réalisation des travaux, le présent plan établit, par ailleurs, l'application du protocole d'entente passé par le Ministère de l'éducation, le Ministère des infrastructures, les collectivités locales et les organisations syndicales le 9 juillet 2020.

2. OBJECTIFS

Le présent plan vise, dans l'ordre, les objectifs suivants :

- a. Évaluer les besoins des institutions scolaires de l'enseignement secondaire du deuxième degré en vue de la reprise des activités en présentiel des écoles et des pensionnats dans des conditions de sécurité ;
- b. Établir les travaux urgents de construction scolaire, nécessaires pour garantir le démarrage et le déroulement de l'année scolaire 2020/2021 suivant des modalités appropriées à la diffusion de l'épidémie de COVID-19 ;
- c. Intégrer les ressources financières disponibles et coordonner l'utilisation de celles-ci ;
- d. Réaliser les travaux prévus aux fins de la reprise des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 dans des conditions de sécurité ;
- e. Améliorer la résilience face aux risques de différente nature du système régional des écoles de l'enseignement secondaire du deuxième degré.

3. PRIORITÉS ET OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

La LR n° 8/2020 établit, à la lettre b) du cinquième alinéa de son art. 31, que le plan extraordinaire doit prévoir, quant aux travaux de construction scolaire du ressort de la Région (écoles secondaires du deuxième degré), les actions urgentes ci-dessous, strictement nécessaires à la reprise, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 :

- a) Recours temporaire à des modules préfabriqués destinés à accueillir, sur des aires adaptées dont la sélection et la prise de possession doivent avoir lieu au préalable, des établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré et les services y afférents, du fait de la carence d'espaces pour les activités d'enseignement en présentiel dans des conditions de sécurité ; aux fins de la mise en valeur, même pendant la phase de gestion de l'urgence, du rôle fondamental, dans le processus d'apprentissage, de l'espace et de la communauté environnants, les aires pour l'installation des modules préfabriqués qui s'avèrent nécessaires sont, en tout état de cause, repérées à proximité du centre de la ville d'Aoste, dans des sites permettant de réduire au minimum les coûts d'occupation, priorité étant donnée aux sites dotés de services appropriés et d'espaces de socialisation, garantissant la préservation de la santé et de la sécurité des élèves et n'étant, donc, pas contaminés ;
- b) Sécurisation et mise aux normes des bâtiments abritant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré et les pensionnats, ainsi que des services y afférents, en fonction des nouvelles exigences liées aux activités d'enseignement en présentiel et à l'hébergement des élèves.

Le présent plan prévoit, donc, les deux objectifs opérationnels suivants :

- 1) Location d'un siège temporaire destiné à abriter, sur indication de la Surintendance des écoles, le Lycée Bérard, qui occupe actuellement trois sièges différents ;
- 2) Réalisation, dans les autres écoles, des travaux nécessaires à garantir les mesures de distanciation prévues par les protocoles de protection contre l'épidémie de COVID-19.

4. RÉDACTION

Le présent plan a été établi par le réalisateur, avec la collaboration de la Surintendance des écoles, des structures régionales compétentes en matière de construction scolaire et des dirigeants généraux des écoles secondaires du deuxième degré.

Le présent plan a été dressé en deux phases, comme suit :

PHASE 1 : DÉFINITION DES BESOINS

- 1) Recensement des besoins exprimés par les directeurs généraux des institutions scolaires de l'enseignement secondaire du deuxième degré en vue de garantir la distanciation sociale (Annexe 1 : Recensement des besoins des institutions scolaires) ;

- 2) Recensement des besoins exprimés par le Lycée Bérard et analyse des hypothèses de localisation des modules préfabriqués (Tableau 2 : Évaluation des aires susceptibles d'être aménagées).

PHASE 2: RÉDACTION ET DIFFUSION DU PLAN

- 1) Analyse des besoins des institutions scolaires par les structures compétentes en matière de construction scolaire de la Surintendance des écoles et du Département des infrastructures, de la voirie et du logement public en vue d'évaluer si les travaux requis sont nécessaires en vue du maintien de la distanciation sociale et de la reprise des activités d'enseignement en présentiel au cours de l'année scolaire 2020/2021 ;
- 2) Sélection, par les structures compétentes, des travaux à réaliser, compte tenu des ressources financières disponibles, de la nécessité et de l'urgence des travaux requis et des délais de réalisation par rapport aux objectifs visés ;
- 3) Définition des caractéristiques, en termes de prestations, de l'école temporaire destinée à accueillir le Lycée Bérard et de la localisation de celle-ci ;
- 4) Sélection des structures et des organismes qui aideront le réalisateur en vue de l'exécution des travaux ;
- 5) Vérification des contenus du présent plan par les structures régionales compétentes et par les organismes qui collaborent avec le réalisateur.

5. ACTEURS

Les principaux acteurs du présent plan sont, dans l'ordre :

- le président de la Région, faisant fonction de commissaire, qui, aux termes de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, approuve le plan par ordonnance ;
- la structure de soutien du commissaire, qui assure, aux termes de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 et de l'ordonnance du président de la Région n° 289 du 14 juillet 2020, la réalisation des activités techniques et administratives liées à la programmation, à la conception, à l'adjudication, au contrôle, à l'exécution et au récolement des travaux, des fournitures et des services nécessaires, ainsi que l'instruction du point de vue technique et administratif du dossier relatif à la passation de l'entente visée à la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'art. 4 du DL n° 32/2019 et qui œuvre suivant les dispositions des actes pris par le réalisateur ;
- l'assesseure à l'éducation, à l'université, à la recherche et aux politiques de la jeunesse, qui doit approuver le plan au sens de la lettre b) du sixième alinéa de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 et assure sa collaboration à la structure de soutien ;
- la surintendante aux écoles, qui assure sa collaboration à la structure de soutien ;
- la structure de direction « Programmation de la construction et logistique scolaire », qui, d'une part, assure sa collaboration à la structure de soutien pendant la rédaction du plan et les phases de réalisation de celui-ci, suivant les indications du réalisateur, et, d'autre part, veille, de concert avec ce dernier, à distribuer les élèves et à recenser tout nouveau besoin en termes de salles de classe ;
- la structure de direction « Bâtiments scolaires », qui œuvre suivant les indications du réalisateur, réalise, par l'intermédiaire de ses techniciens, les interventions indiquées par celui-ci et assure sa collaboration à la structure de soutien pendant la rédaction du plan et les phases de réalisation de celui-ci ;
- les directeurs généraux des écoles, qui fournissent les informations nécessaires lors du recensement des besoins et leur support lors de la réalisation des travaux prévus ;
- les structures de direction de la Région et, notamment, les structures compétentes en matière d'expropriations et d'activités géologiques qui, aux termes du quatrième alinéa de l'art. 1^{er} de l'ordonnance n° 289/2020, collaborent avec le réalisateur et sa structure de soutien en leur fournissant, sur demande de celui-ci, sans délai et à titre prioritaire les informations, les données et la collaboration nécessaires à la rédaction et à l'application du plan.

6. APPLICATION

Le réalisateur transmet le présent plan à l'assesseure à l'éducation, à l'université, à la recherche et aux politiques de la jeunesse, dont l'avis favorable est nécessaire au sens de la lettre b) du sixième alinéa de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, et au président de la Région, qui approuve celui-ci par ordonnance.

Aux fins de l'application du plan, le réalisateur met en œuvre des mesures spécifiques en vue :

- a) De l'information constante, à propos de l'état d'avancement du plan :
 - i. Du président de la Région, en sa qualité de commissaire : l'ordonnance n° 289/2020 établit que celui-ci doit recevoir, tous les quinze jours, un compte rendu sur la réalisation et l'état d'avancement des activités et du plan, ainsi qu'un rapport qui doit être assorti de la documentation attestant les dépenses supportées pour chaque intervention ;
 - ii. De chaque directeur général, au sujet des travaux qui concernent son école, tous les quinze jours ;
 - iii. Du public, à l'intention duquel des rapports synthétiques sont publiés tous les quinze jours dans la section y afférente du site institutionnel de la Région ;
- b) De la coordination et de la gestion de l'application du plan sur la base d'un suivi scrupuleux des activités réalisées et par l'adoption des mesures nécessaires, en vue de prévenir tout problème susceptible de ralentir cette dernière.

7. TRAVAUX PRÉVUS ET MODALITÉS DE RÉALISATION

Le présent plan indique :

- la liste des travaux urgents de construction scolaire qui s'avèrent nécessaires pour le démarrage et le déroulement des activités des écoles secondaires du deuxième degré au titre de l'année scolaire 2020/2021, compte tenu de l'évolution de l'épidémie de COVID-19 ;
- la localisation des modules destinés à abriter le siège temporaire du Lycée Bérard, ainsi que les principales caractéristiques de ceux-ci en termes de performances et les acteurs concernés par la procédure de location.

La distribution des élèves et le recensement de tout nouveau besoin en termes de salles de classe sont évalués par la structure « Programmation de la construction et logistique scolaire », de concert avec le réalisateur.

Les travaux (qui consistent dans la réalisation aussi bien d'ouvrages que d'installations) ont été sélectionnés suivant les critères de priorité visés au chapitre 3 et articulés en fonction du type d'école et de contrat de travaux de référence. Le tableau 1 (articulé en 1.A, 1.B et 1.C) indique les travaux à réaliser avant le début de l'année scolaire 2020/2021, comme suit :

Tableau 1.A – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré de la Région ;

Tableau 1.B – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré agréées et dans les pensionnats ;

Tableau 1.C – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré sans frais supplémentaires (en vertu des contrats d'entretien en cours de validité), par des ressources déjà engagées ou à la charge des institutions scolaires.

Pour chaque intervention, le tableau précise la structure responsable de son exécution et le coût présumé.

Deux interventions signalées par les directeurs généraux ne sont pas financées par le présent plan :

1. L'achat, avec une prévision de dépense de 200 000 euros, de modules préfabriqués destinés à l'aménagement de chambres pour les élèves de l'Institut agricole régional (IAR), étant donné que l'école trouvera un autre hébergement pour ceux-ci ;
2. La réalisation, avec une prévision de dépense de 260 000 euros, de travaux sur le toit du gymnase de l'institut « Don Bosco » de Châtillon, faute de ressources.

Tous les travaux prévus doivent être achevés avant le début de l'année scolaire 2020/2021, sous réserve de la possibilité de repérer

les fournitures nécessaires à la réalisation des installations. En cas de retard dans la livraison de celles-ci, l'utilisation des locaux concernés est autorisée à condition que, chaque fois que cela est possible, la fonction de recyclage de l'air soit éliminée pour éviter l'éventuel transport aérien d'agents pathogènes (bactéries, virus, etc.) ou que la ventilation mécanique des locaux puisse être remplacée par la ventilation naturelle (ouverture des portes et fenêtres), comme cela est préconisé par le rapport « ISS COVID-19 • n. 5/2020 Rev. 2 ».

Les travaux signalés par l'Institut professionnel hôtelier régional de Châtillon sont réalisés directement par la Fondation pour la formation professionnelle dans le secteur touristique et sont insérés dans le tableau 1.C du fait de l'application des dérogations prévues par la législation.

Deux requêtes de travaux déposées, respectivement, par le Lycée scientifique et des sciences humaines « Regina Maria Adelaide » (aménagement d'un nouveau gymnase) et par le pensionnat régional « Federico Chabod » (aménagement des espaces libérés par le déplacement du Lycée Bérard) sont encore en cours d'instruction et d'évaluation du point de vue technique et économique ; au cas où la réalisation des travaux y afférents s'avérerait nécessaire, un complément du présent plan sera proposé.

Pour ce qui est du siège provisoire du Lycée Bérard, la Surintendance des écoles a communiqué, compte tenu des problèmes relatifs aux locaux destinés aux écoles secondaires du deuxième degré et des complications issues de la nécessité d'adopter des mesures de distanciation sociale au sens des protocoles relatifs à l'épidémie de COVID-19, que la solution optimale pour le système scolaire valdôtain consiste dans la location d'une structure temporaire qui puisse abriter le lycée en cause.

Plusieurs localisations possibles ont été examinées, compte tenu des dispositions du huitième alinéa de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, au sens desquelles, afin de mettre en valeur, même pendant la phase de gestion de l'urgence, le rôle fondamental dans le processus d'apprentissage de l'espace et de la communauté environnantes, les aires pour l'installation des modules préfabriqués qui s'avèrent nécessaires sont, en tout état de cause, repérées à proximité du centre de la ville d'Aoste, dans des sites permettant de réduire au minimum les coûts d'occupation, priorité étant donnée aux sites dotés de services appropriés et d'espaces de socialisation, garantissant la préservation de la santé et de la sécurité des élèves et n'étant, donc, pas contaminés.

À l'issue de l'analyse des différents sites, l'aire située rue Federico Chabod a été jugée optimale (Tableau 2 – Évaluation des aires susceptibles d'être aménagées).

La structure à louer doit être composée des locaux suivants :

- trente-cinq salles de classe de 45 mètres carrés ;
- deux laboratoires ;
- quatre locaux pour le secrétariat (y compris la salle des enseignants) ;
- locaux de service divers.

Il est également prévu de louer un gymnase préfabriqué.

L'intervention en cause sera réalisée au sens des dispositions combinées de la lettre c) du deuxième alinéa de l'art. 63 du décret législatif n° 50 du 18 avril 2016 (Application des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE et 2014/25/UE sur la passation des contrats de concession et des marchés publics, y compris par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et refonte des dispositions en matière de contrats publics de travaux, de services et de fournitures) et des troisième et quatrième alinéas de l'art. 2 du décret-loi n° 76 du 16 juillet 2020 (Mesures urgentes pour la simplification et l'innovation numérique).

Étant donné que l'aire en question est située à proximité d'une aire résidentielle, les modules doivent être distribués de manière à séparer celles-ci par un ruban de verdure permettant, entre autres, l'aménagement d'un rideau végétal servant de séparation.

Considérant les servitudes qui frappent l'aire en question, l'avis favorable, du point de vue archéologique et paysager, de la structure régionale compétente est obligatoire. Les fouilles et les travaux doivent être réalisés suivant les indications et sous la surveillance de la structure régionale compétente en matière de biens culturels.

Pour ce qui est du risque d'inondation de l'aire en cause par les eaux du Buthier, la structure régionale compétente en matière d'ouvrages hydrauliques doit dresser une étude spécifique évaluant la compatibilité des aménagements en question avec les conditions

de faible risque existantes.

La structure régionale compétente en matière de géologie doit procéder aux relevés géologiques et géotechniques nécessaires sur les terrains concernés par les travaux.

Le début de l'année scolaire étant rapproché, il s'avère nécessaire de fixer des délais de réalisation différenciés, afin de permettre l'acquisition des modules de manière à réduire les désagréments. Ainsi il est prévu de pouvoir disposer d'au moins quinze salles de classe et des services y afférents pour le 14 septembre 2020, des vingt salles de classe restantes et des services y afférents ainsi que des quatre locaux pour les services techniques et administratifs (secrétariat et salle des enseignants) pour le 30 octobre 2020 et, pour finir, du gymnase et des deux laboratoires pour le 30 novembre 2020.

8. FINANCEMENT DES TRAVAUX

L'estimation de la valeur globale des travaux urgents de construction scolaire qui s'avèrent nécessaires pour le démarrage et le déroulement des activités des écoles secondaires du deuxième degré au titre de l'année scolaire 2020/2021, compte tenu de l'évolution de l'épidémie de COVID-19, se chiffre à 7 171 000 euros.

Les travaux sont financés comme suit :

- quant à 340 000 euros, par les crédits inscrits au chapitre U0025166, comme il appert des tableaux 1A et 1B ;
- quant à 250 000 euros, par les crédits inscrits au chapitre U0025003, comme il appert du tableau 1B ;
- quant à 81 000 euros, par les crédits inscrits au chapitre U0023988, comme il appert du tableau 1B.

L'estimation de la valeur globale de la location et de l'aménagement du siège temporaire du Lycée Bérard (sondages géologiques et géognostiques, préparation du site comportant, entre autres, la réalisation des fondations et des raccordements aux réseaux publics, frais techniques, imprévus, etc.) se chiffre à 6 500 000 euros.

L'intervention relative au siège temporaire du Lycée Bérard est financée par les crédits inscrits au chapitre U0025002.

Tableau 1.A – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré de la Région

N°	ÉCOLE	ADRESSE	TRAVAUX	EXÉCUTION DISPOSITIONS DE RÉFÉRENCE	COÛT PRÉSUMÉ CHAPITRE DE DÉPENSE	STRUCTURES ET ORGANISMES AUXQUELS LE RÉALISATEUR FAIT APPEL POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX
1	LYCÉE SCIENTIFIQUE ET DES SCIENCES HUMAINES « REGINA MARIA ADELAIDE »	AOSTE RUE DECHAVANNE, 23/e	Élimination d'une paroi entre deux salles de classe de l'aile est, au rez-de chaussée	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	13 500 € Chapitre U0025166	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 Structure « Bâtiments scolaires »
2	LYCÉE TECHNIQUE « INNOCENT MANZETTI »	AOSTE RUE J.B. FESTAZ, 27/A	Réalisation d'un parcours piétonnier d'accès aux escaliers de sécurité	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	13 500 € Chapitre U0025166	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 Structure « Bâtiments scolaires »
3	LYCÉE TECHNIQUE « INNOCENT MANZETTI »	AOSTE RUE DE CHAMBÉRY, 105	Remplacement des unités de traitement de l'air (UTA) du gymnase et des ventilo- convecteurs de l'école par des radiateurs en acier	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	105 000 € Chapitre U0025166	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 Structure « Bâtiments scolaires »
4	LYCÉE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	SAINT-VINCENT RUE MONSIEUR ALLIOD, 5	Remplacement des UTA du gymnase	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	58 000 € Chapitre U0025166	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 Structure « Bâtiments scolaires »
TOTAL					190 000 €	

Tableau 1.B – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré agréées et dans les pensionnats

N°	ÉCOLE	ADRESSE	TRAVAUX	EXÉCUTION DISPOSITIONS DE RÉFÉRENCE	COÛT PRÉSUMÉ CHAPITRE DE DÉPENSE	STRUCTURES ET ORGANISMES AUXQUELS LE RÉALISATEUR FAIT APPEL POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX
1	INSTITUT RÉGIONAL « ADOLFO GERVASONE »	CHÂTILLON PLACE DUC, 13	Entretien extraordinaire de la salle de récréation	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	111 000 € Chapitre U0025003	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020
2	INSTITUT AGRICOLE RÉGIONAL	AOSTE RÉGION LA ROCHÈRE, 1A	Réalisation des services hygiéniques au 3 ^e étage Réfection des douches au 4 ^e étage Remplacement de deux portes à l'entrée principale de l'école au 1 ^{er} étage et de deux portes REI au rez- de-chaussée Réfection des gaines imperméables du plancher au-dessus des services hygiéniques (douches, lavabos et WC) et des vestiaires du gymnase Réalisation d'une couverture légère de l'escalier du réfectoire, en cours d'aménagement Réalisation d'une ouverture sur la paroi est de la salle de récréation Réfection du plancher de la rampe d'accès à l'étage	Lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 1 ^{er} du DL n° 76/2020	370 000 € dont 139 000 € Chapitre U0025003 150 000 € Chapitre U0025166 81 000 € Chapitre U0023988	Structure de soutien au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020
TOTAL					481 000 €	

Tableau 1.C – Travaux à réaliser dans les écoles secondaires du deuxième degré sans frais supplémentaires (en vertu des contrats d'entretien en cours de validité), par des ressources déjà engagées ou à la charge des institutions scolaires

ÉCOLE	ADRESSE	TRAVAUX DE BÂTIMENT	INSTALLATIONS	MODALITÉS D'EXÉCUTION	STRUCTURES ET ORGANISMES AUXQUELS LE RÉALISATEUR FAIT APPEL POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX
LYCÉE CLASSIQUE, ARTISTIQUE ET MUSICAL	AOSTE AVENUE DU PÈRE LAURENT, 23	Élimination de la paroi entre les salles de classe 3 et 4 du 1 ^{er} étage		Dans le cadre du contrat d'entretien en cours de validité	Structure « Bâtiments scolaires »
			Réalisation du réseau aéraulique au demi-sous-sol	Nouveau contrat, le précédent ayant été résilié	Structure « Bâtiments scolaires »
LYCÉE SCIENTIFIQUE ET DES SCIENCES HUMAINES « REGINA MARIA ADELAIDE »	AOSTE RUE DE CHAVANNE, 23/e		Déplacement d'un tableau électrique	Dans le cadre du contrat d'entretien en cours de validité	Structure « Bâtiments scolaires »
INSTITUT PROFESSIONNEL HÔTELIER RÉGIONAL	CHÂTILLON ROUTE ITALO MUS, 14	Augmentation des dimensions de certaines salles de classe Création de nouveaux parcours d'entrée et de sortie Aménagement d'un parcours de liaison avec le parking Récupération du chapiteau de rue de la Gare et éventuel réaménagement de celui-ci pour l'enseignement en plein air	Remplacement des UTA		Fondation pour la formation professionnelle dans le secteur touristique

Tableau 2 – Évaluation des aires susceptibles d'être aménagées

AIRE SUSCEPTIBLE D'ACCUEILLIR UN BÂTIMENT SCOLAIRE PROVISOIRE	DIMENSIONS (*)	POSITION PAR RAPPORT AU CENTRE D'AOSTE (**)	PROPRIÉTAIRE (***)	SERVICES ET ESPACES DE SOCIALISATION (****)	DEGRÉ DE PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES ÉLÈVES	ÉVALUATION GLOBALE (*****)
Pré du refuge Père Laurent	Plus qu'appropriées (1 point)	Centrale et facile à rejoindre (1 point)	<i>Opera Pia Delle Missioni</i> (0 point)	Services appropriés Espaces de socialisation à 700/650 m (1 point)	Approprié (1 point)	4
Stade Puchoz	Plus qu'appropriées (1 point)	Centrale et facile à rejoindre (1 point)	Commune d'Aoste (0 point)	Services appropriés Espaces de socialisation à 130/600 m (1 point)	Approprié (1 point)	4
Pré de la Tour du Lépreux	Appropriées (1 point)	Centrale et facile à rejoindre (1 point)	Région (1 point)	Services appropriés Espaces de socialisation à 1 100/600 m (0,5 point)	Approprié (1 point)	4,5
Parking et pré de l'avenue Federico Chabod	Plus qu'appropriées (1 point)	Centrale et facile à rejoindre (1 point)	Région (1 point)	Services appropriés Espaces de socialisation à 400/600 m (1 point)	Approprié (bas risque d'inondation à vérifier dans le détail) (1 point)	5
Aire Tzambarlet	Plus qu'appropriées (1 point)	Non centrale et moins facile à rejoindre (0 point)	Région (1 point)	Services à renforcer Espaces de socialisation à 2 100/1 500 m (0 point)	Approprié (1 point)	3
Aire Ferrando	Insuffisantes (0 point)	Non centrale mais facile à rejoindre (0 point)	Commune d'Aoste (0 point)	Services appropriés Espaces de socialisation à 1 800/1 200 m (0 point)	Approprié (1 point)	1
	(*) La surface nécessaire a été fixée à environ 4 000 mètres carrés	(**) Évaluée compte tenu, entre autres, de la facilité d'accès par rapport à l'emplacement actuel des écoles	(***) Donnée utile aux fins de l'évaluation, lorsque l'aire n'appartient pas à la Région, des éventuels coûts d'occupation et de la nécessité de lancer des procédures de location	(****) La distance des espaces de socialisation est calculée à vol d'oiseau par rapport à la Citadelle des jeunes et à place É. Chanoux Elle est considérée comme appropriée lorsqu'elle ne dépasse pas les 1 000 mètres		(*****) Somme des points attribués aux aspects positifs compte tenu des critères de référence

ANNEXE 1 – RECENSEMENT DES BESOINS DES INSTITUTIONS SCOLAIRES

N°	ÉCOLE	ADRESSE	TRAVAUX	NOTES
1	LYCÉE SCIENTIFIQUE ET DES SCIENCES HUMAINES « REGINA MARIA ADELAIDE »	AOSTE RUE DE CHAVANNE, 23/e	Élimination d'une paroi entre deux salles de classe de l'aile est, au rez-de chaussée Déplacement d'un tableau électrique Réalisation d'un gymnase temporaire (en cours d'évaluation)	Fourniture de deux containers pour pouvoir utiliser les actuels locaux techniques en tant que salles de classe
2	LYCÉE TECHNIQUE « INNOCENT MANZETTI »	AOSTE RUE J. B. FESTAZ, 27/A	Réalisation d'un parcours piétonnier d'accès aux escaliers de sécurité	
		AOSTE RUE DE CHAMBÉRY, 105	Remplacement des unités de traitement de l'air (UTA) du gymnase et des ventilo-convecteurs de l'école par des radiateurs en acier	
3	LYCÉE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	SAINT-VINCENT RUE MONSEIGNEUR ALLIOD, 5	Remplacement des UTA du gymnase	
4	LYCÉE CLASSIQUE, ARTISTIQUE ET MUSICAL	AOSTE AVENUE DU PÈRE LAURENT, 23	Élimination de la paroi entre les salles de classe 3 et 4 du 1 ^{er} étage Réalisation du réseau aéraulique au demi-sous-sol	Quatre à cinq salles de classe manquantes dans les deux sièges (chemin des Capucins et rue G. Matteotti) Déménagements nécessaires
5	LYCÉE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL RÉGIONAL « CORRADO GEX »	AOSTE RUE FRÉDÉRIC CHABOD, 6	Réalisation d'une protection provisoire des sols des deux gymnases pour permettre les activités collégiales et le déplacement de classes en cas de nécessité	Achat de cent cinquante pupitres individuels (70 x 50 cm au plus), sans casier de rangement, pour l'aménagement des classes au sens des dispositions en vigueur
6	INSTITUT PROFESSIONNEL HÔTELIER RÉGIONAL	CHÂTILLON ROUTE ITALO MUS, 14	Augmentation des dimensions de certaines salles de classe Création de nouveaux parcours d'entrée et de sortie Aménagement d'un parcours de liaison avec le parking Remplacement des UTA Récupération du chapiteau de rue de la Gare et éventuel réaménagement de celui-ci pour l'enseignement en plein air	
7	INSTITUT RÉGIONAL « ADOLFO GERVASONE »	CHÂTILLON PLACE DUC, 13	Entretien extraordinaire de la salle de récréation	
8	INSTITUT AGRICOLE RÉGIONAL	AOSTE RÉGION LA ROCHÈRE, 1A	Réalisation des services hygiéniques au 3 ^e étage Réfection des douches au 4 ^e étage Remplacement de deux portes à l'entrée principale de l'école au 1 ^{er} étage et de deux portes REI au rez-de-chaussée Réfection des gaines imperméables du plancher au-dessus des services hygiéniques (douches, lavabos et WC) et des vestiaires du gymnase	Locaux pour l'hébergement des élèves nécessaires
			Réalisation d'une couverture légère de l'escalier du réfectoire, en cours d'aménagement Réalisation d'une ouverture sur la paroi est de la salle de récréation Réfection du plancher de la rampe d'accès à l'étage	
9	INSTITUT « DON BOSCO »	CHÂTILLON RUE TORNAFOL, 1	Élimination des infiltrations d'eau du toit de la cour/du gymnase	Locaux pour l'hébergement des élèves nécessaires

Ordinanza 8 agosto 2020, n. 327.

Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Riavvio delle attività degli ambulatori dei medici di assistenza primaria e dei pediatri di libera scelta. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 1978, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica. Revoca dell'ordinanza n. 115 in data 19 marzo 2020.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto l'art. 32 della Costituzione;

Visto lo Statuto speciale per la Valle d'Aosta approvato con Legge Costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Vista la legge regionale 13 marzo 2008, n. 4 "Disciplina del sistema regionale di emergenza-urgenza sanitaria";

Vista la legge regionale 18 gennaio 2001, n. 5 "Organizzazione delle attività regionali di protezione civile";

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, recante "*Istituzione del servizio sanitario nazionale*" e, in particolare, l'art. 32 che dispone "*il Ministro della sanità può emettere ordinanze di carattere contingibile e urgente, in materia di igiene e sanità pubblica e di polizia veterinaria, con efficacia estesa all'intero territorio nazionale o a parte di esso comprendente più regioni*", nonché "*nelle medesime materie sono emesse dal presidente della giunta regionale e dal sindaco ordinanze di carattere contingibile e urgente, con efficacia estesa rispettivamente alla regione o a parte del suo territorio comprendente più comuni e al territorio comunale*";

Vista la delibera del Consiglio dei Ministri del 31 gennaio 2020, con la quale è stato dichiarato, per sei mesi, lo stato di emergenza sul territorio nazionale relativo al rischio sanitario connesso all'insorgenza di patologie derivanti da agenti virali trasmissibili, prorogato al 15 ottobre 2020 con delibera del Consiglio dei Ministri in data 29 luglio 2020;

Rilevato che l'Organizzazione mondiale della sanità l'11 marzo 2020 ha dichiarato il COVID-19 come pandemia e un'emergenza pubblica di rilevanza internazionale;

Visto il decreto-legge 17 marzo 2020, n. 18, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 17 marzo 2020, n. 70, convertito, con modificazioni, nella legge 24 aprile 2020, n. 27;

Visto il decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante "*Misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da*

Ordonnance n° 327 du 8 août 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, et concernant la reprise de l'activité en cabinet des médecins et des pédiatres de base, ainsi que retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 115 du 19 mars 2020.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois, prorogée jusqu'au 15 octobre 2020 par la délibération du Conseil des ministres du 29 juillet 2020 ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal of-

COVID-19” pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 25 marzo 2020, n. 79, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35 che, nell’abrogare le disposizioni di cui al decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, fa salvi gli effetti prodotti e gli atti adottati sulla base dei decreti e delle ordinanze emanati ai sensi del decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, convertito, con modificazioni, dalla legge 5 marzo 2020, n. 13, ovvero ai sensi dell’articolo 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833 e dispone che continuino ad applicarsi nei termini originariamente previsti le misure già adottate con i decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri adottati in data 8 marzo 2020, 9 marzo 2020, 11 marzo 2020 e 22 marzo 2020 per come ancora vigenti alla data di entrata in vigore del presente decreto;

Visto il decreto del Ministro della salute del 30 aprile 2020;

Visto il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 “*Ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*”, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 16 maggio 2020, n. 125, convertito, con modificazioni, nella legge 14 luglio 2020, n. 74 ;

Atteso che il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 testé citato:

- all’articolo 1, comma 1, prevede che “*A decorrere dal 18 maggio 2020, cessano di avere effetto tutte le misure limitative della circolazione all’interno del territorio regionale di cui agli articoli 2 e 3 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni, dalla legge 22 maggio 2020, n. 35 e tali misure possono essere adottate o reiterate, ai sensi degli stessi articoli 2 e 3, solo con riferimento a specifiche aree del territorio medesimo interessate da particolare aggravamento della situazione epidemiologica*”;
- all’articolo 1, comma 3, prevede che “*A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti interregionali possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi dell’articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, in relazione a specifiche aree del territorio nazionale, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico effettivamente presente in dette aree*”;
- all’art. 1, comma 4, prevede che “*Fino al 2 giugno 2020, sono vietati gli spostamenti da e per l'estero, con mezzi di trasporto pubblici e privati, salvo che per comprovate esigenze lavorative, di assoluta urgenza ovvero per motivi di salute o negli ulteriori casi individuati con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020; resta in ogni caso consentito il rientro presso il proprio domicilio, abitazione o residenza. A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti da e per l'estero possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi del-*

ficiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l’art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l’annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020) ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l’épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 125 du 16 mai 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 74 du 14 juillet 2020 ;

Considérant qu’au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- du premier alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
- du troisième alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d’une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l’art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;
- du quatrième alinéa de son art. 1^{er}, jusqu’au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l’étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l’art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les

l'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, anche in relazione a specifici Stati e territori, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico e nel rispetto dei vincoli derivanti dall'ordinamento dell'Unione europea e degli obblighi internazionali";

- all'art. 1, comma 8 prevede che *"E' vietato l'assemblamento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico. Le manifestazioni, gli eventi e gli spettacoli di qualsiasi natura con la presenza di pubblico, ivi compresi quelli di carattere culturale, ludico, sportivo e fieristico, nonché ogni attività convegnistica o congressuale, in luogo pubblico o aperto al pubblico, si svolgono, ove ritenuto possibile sulla base dell'andamento dei dati epidemiologici, con le modalità stabilite con i provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020";*
- all'art. 1, comma 13, prevede che *"Le attività dei servizi educativi per l'infanzia di cui all'articolo 2 del decreto legislativo 13 aprile 2017, n. 65, e le attività didattiche nelle scuole di ogni ordine e grado, nonché la frequenza delle attività scolastiche e di formazione superiore, comprese le Università e le Istituzioni di Alta Formazione Artistica Musicale e Coreutica, di corsi professionali, master, corsi per le professioni sanitarie e università per anziani, nonché i corsi professionali e le attività formative svolte da altri enti pubblici, anche territoriali e locali e da soggetti privati, sono svolte con modalità definite con provvedimento adottato ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020;*
- all'articolo 1, comma 14, prevede che *"Le attività economiche, produttive e sociali devono svolgersi nel rispetto dei contenuti di protocolli o linee guida idonei a prevenire o ridurre il rischio di contagio nel settore di riferimento o in ambiti analoghi, adottati dalle regioni o dalla Conferenza delle regioni e delle province autonome nel rispetto dei principi contenuti nei protocolli o nelle linee guida nazionali. In assenza di quelli regionali trovano applicazione i protocolli o le linee guida adottati a livello nazionale. Le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020 o del comma 16";*
- all'articolo 1, comma 15, prevede che *"Il mancato rispetto dei contenuti dei protocolli o delle linee guida, regionali, o, in assenza, nazionali, di cui al comma 14 che non assicuri adeguati livelli di protezione determina la sospensione dell'attività fino al ripristino delle condizioni di sicurezza.";*

déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;

- du huitième alinéa de son art. 1^{er}, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du treizième alinéa de son art. 1^{er}, les activités des services éducatifs pour enfants visés à l'art. 2 du décret législatif n° 65/2017 et les activités pédagogiques dans les écoles de tout ordre ou degré, ainsi que la fréquentation des activités scolaires et de formation supérieure, des activités des universités et des établissements de haute formation artistique et musicale ou de danse, des cours professionnels, des masters, des cours relatifs aux professions sanitaires et des universités du troisième âge, des cours professionnels et des activités de formation assurés par d'autres organismes publics, qu'ils soient territoriaux ou non, et par des particuliers, doivent respecter les modalités fixées par un acte adopté au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du quatorzième alinéa de son art. 1^{er}, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagio dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans préjudice de l'application de ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;
- du quinzième alinéa de son art. 1^{er}, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;

- all'art. 1, comma 16, prevede che *“Per garantire lo svolgimento in condizioni di sicurezza delle attività economiche, produttive e sociali, le regioni monitorano con cadenza giornaliera l'andamento della situazione epidemiologica nei propri territori e, in relazione a tale andamento, le condizioni di adeguatezza del sistema sanitario regionale. I dati del monitoraggio sono comunicati giornalmente dalle regioni al Ministero della salute, all'Istituto superiore di sanità e al comitato tecnico-scientifico di cui all'ordinanza del Capo del dipartimento della protezione civile del 3 febbraio 2020, n. 630, e successive modificazioni. In relazione all'andamento della situazione epidemiologica sul territorio, accertato secondo i criteri stabiliti con decreto del Ministro della salute del 30 aprile, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale n. 112 del 2 maggio 2020, e sue eventuali modificazioni, nelle more dell'adozione dei decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri di cui all'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, la Regione, informando contestualmente il Ministro della salute, può introdurre misure derogatorie, ampliative o restrittive, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2”*;

Richiamata la propria ordinanza n. 115 in data 19 marzo 2020 (Misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 12078, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica), con la quale era, tra l'altro, ordinata la sospensione dell'accesso libero dei pazienti agli ambulatori dei medici di assistenza primaria, di continuità assistenziale e dei pediatri di libera scelta, limitandone l'attività ai casi indifferibili e su appuntamento e con l'adozione di misure precauzionali;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 11 giugno 2020 *“Ulteriori disposizioni attuative del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19, e del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33, recante ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19”*, le cui disposizioni si applicano a decorrere dal 15 giugno 2020 in sostituzione di quelle del decreto del Presidente del Consiglio dei ministri 17 maggio 2020 e sono efficaci fino al 14 luglio 2020;

Visto, altresì, il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 14 luglio 2020 *“Ulteriori disposizioni attuative del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19, e del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33, recante ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19”*, con cui le misure previste dal Decreto del Presidente del Consiglio dei ministri 11 giugno 2020 sono prorogate sino al 31 luglio 2020 e con il quale gli allegati 9 e 15 al medesimo sono sostituiti dagli allegati 1 e 2;

Visto il decreto-legge 30 luglio 2020, n. 83 *“Misure ur-*

- du seizième alinéa de son art. 1^{er}, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 dont elle informe immédiatement le ministre de la santé ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 115 du 19 mars 2020 (Mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique), qui avait, entre autres, suspendu le libre accès des patients aux cabinets des médecins de base, des médecins relevant du Service de la continuité des soins et des pédiatres de base et limité l'exercice de l'activité médicale ambulatoire aux cas qui ne pouvaient être reportés, uniquement sur rendez-vous et avec les précautions qui s'imposaient ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 11 juin 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), remplaçant les dispositions du décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020 et applicable à compter du 15 juin jusqu'au 14 juillet 2020 ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 14 juillet 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), prorogant jusqu'au 31 juillet 2020 les mesures visées au DPCM du 11 juin 2020 et remplaçant les annexes 9 et 15 de ce dernier par ses annexes 1 et 2 ;

Vu le décret-loi n° 83 du 30 juillet 2020 (Mesures urgentes

genti connesse con la scadenza della dichiarazione di emergenza epidemiologica da COVID-19 deliberata il 31 gennaio 2020”, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 30 luglio 2020, n. 190;

Vista la nota prot. n. 4748 in data 28 luglio 2020, recante “Richiesta di adozione di provvedimento d’urgenza”, con la quale il Coordinatore del Dipartimento sanità e salute dell’Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali manifesta la necessità di consentire ai pazienti di accedere su appuntamento agli ambulatori dei medici di assistenza primaria e dei pediatri di libera scelta anche per prestazioni non indifferibili, individuando le misure precauzionali da osservare e rinviando a successivo provvedimento le modalità e i tempi di apertura delle attività dei medici di assistenza primaria e dei pediatri di libera scelta ad accesso di diretto, anche svolte presso i poliambulatori della regione;

Richiamati gli esiti del report, aggiornato al 26 maggio 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 “Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all’allegato 10 del DPCM 26/4/2020”, in relazione ai quali è stata confermata la classificazione a “rischio basso/livello 2” per la Regione;

Richiamati, altresì, gli esiti del report sopraindicato, aggiornato al 3 giugno 2020, al 9 giugno 2020, al 16 giugno 2020, al 23 giugno 2020 e al 30 giugno 2020, in relazione ai quali è stata confermata la classificazione a “rischio basso” per la Regione e comunicato un RT, che descrive invece il tasso di contagiosità dopo l’applicazione delle misure atte a contenere il diffondersi della malattia, sceso a 0 al 30 giugno 2020;

Richiamati, inoltre, gli esiti del report, aggiornato al 7 luglio 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 “Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all’allegato 10 del DPCM 26/4/2020”, in relazione ai quali è stata attribuita la classificazione a “rischio moderato con casi sotto i 10 di numero” per la Regione e comunicato un RT di 0,06;

Richiamati, ancora, gli esiti del report, aggiornato al 14 luglio 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 “Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all’allegato 10 del DPCM 26/4/2020”, in relazione ai quali è stata riattribuita la classificazione a “rischio basso” per la Regione e comunicato un RT di 0,19;

Richiamati gli esiti del report, aggiornato al 21 luglio 2020 e al 28 luglio 2020, in relazione ai quali è stata attribuita la classificazione a “rischio molto basso” per la Regione e comunicato un RT, che descrive invece il tasso di contagiosità

du fait de l’expiration de l’état d’urgence épidémiologique lié à la COVID-19 et déclaré le 31 janvier 2020), publié au journal officiel de la République italienne n° 190 du 30 juillet 2020 ;

Rappelant la lettre du 28 juillet 2020, réf. n° 4748, par laquelle le coordinateur du Département de la santé et du bien-être de l’Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales manifeste la nécessité de permettre aux patients d’accéder, sur rendez-vous et avec les précautions qui s’imposent, aux cabinets des médecins et des pédiatres de base même en cas de prestations non urgentes et demande l’adoption d’une ordonnance à cette fin, les délais et les modalités d’ouverture en libre accès des cabinets et des dispensaires polyvalents de la Vallée d’Aoste étant renvoyés à un acte ultérieur ;

Rappelant le rapport du 26 mai 2020 sur l’activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020, au sens duquel la Vallée d’Aoste relève de la catégorie « Bas risque » (niveau 2) ;

Rappelant les rapports du 3, du 9, du 16, du 23 et du 30 juin 2020 sur l’activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens desquels la Vallée d’Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque », celui du 30 juin faisant également état d’une valeur RT (qui décrit le taux de contagiosité après l’application des mesures de limitation de la contagion) égale à 0 ;

Rappelant le rapport du 7 juillet 2020 sur l’activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens duquel la Vallée d’Aoste relève de la catégorie « Risque modéré (moins de dix cas) », avec une valeur RT égale à 0,06 ;

Rappelant le rapport du 14 juillet 2020 sur l’activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens duquel la Vallée d’Aoste relève de nouveau de la catégorie « Bas risque », avec une valeur RT égale à 0,19 ;

Rappelant les rapports du 21 et du 28 juillet 2020 sur l’activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens desquels la Vallée d’Aoste relève de la catégorie « Très bas risque », celui du 28 juillet faisant également état d’une

dopo l'applicazione delle misure atte a contenere il diffondersi della malattia, sceso a 0 al 28 luglio 2020;

Richiamati, infine, gli esiti del report, aggiornato al 4 agosto 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 "Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all'allegato 10 del DPCM 26/4/2020", in relazione ai quali è stata attribuita la classificazione a "rischio moderato" per la Regione e comunicato un RT di 0,11;

Atteso che nella regione Valle d'Aosta, in base al Report giornaliero del Ministero della salute sul monitoraggio del contagio, si rileva un trend settimanale riferito al numero di contagi costante e limitato ad alcuni casi, a dimostrazione di una situazione sotto controllo, non potendosi tuttavia escludere, proprio in ragione del basso numero di casi, oscillazioni della classificazione di rischio da molto basso a moderato;

Considerata l'esigenza, pur nel costante e prioritario interesse della tutela della salute pubblica, di proseguire con la ripresa del tessuto economico e sociale e di adottare con la presente ordinanza misure per consentire l'accesso dei pazienti, anche per prestazione non indifferibili, agli ambulatori dei medici di assistenza primaria e dei pediatri di libera scelta, nei termini e alle condizioni di cui al dispositivo della presente ordinanza, revocando, conseguentemente, l'ordinanza n. 115 in data 19 marzo 2020;

Atteso che la comunità scientifica ha indicato quale unico strumento di prevenzione, in assenza di vaccino o di farmaci specifici, il cosiddetto "distanziamento sociale", oltre ad alcune misure precauzionali;

Considerato che le situazioni di fatto e di diritto fin qui esposte e motivate integrino le condizioni di eccezionalità ed urgente necessità di tutela della sanità pubblica;

ordina

1. La revoca, con decorrenza 10 agosto 2020, dell'ordinanza n. 115 in data 19 marzo 2020.
2. Il riavvio, con pari decorrenza, delle attività degli ambulatori dei medici di assistenza primaria e dei pediatri di libera scelta anche per prestazioni non indifferibili, nel rispetto, delle seguenti prescrizioni igienico-sanitarie allo scopo di prevenire e ridurre il rischio di contagio:
 - gli orari di apertura degli studi professionali devono rispettare quanto previsto dagli artt. 35 e 36, comma 5, dei rispettivi Accordi Collettivi Nazionali vigenti;

valeur RT égale à 0 ;

Rappelant, enfin, le rapport du 4 août 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens duquel la Vallée d'Aoste relève de la catégorie « Risque modéré », avec une valeur RT égale à 0,11 ;

Considérant que d'après le rapport journalier du Ministère de la santé sur le suivi de l'épidémie, la tendance hebdomadaire, pour ce qui est du nombre de cas de contagion en Vallée d'Aoste, est constante et fait état d'un nombre limité de cas, ce qui prouve que la situation est sous contrôle, même si, précisément en raison du faible nombre de cas, des oscillations de la catégorie « Très bas risque » à la catégorie « Risque modéré » sont possibles ;

Considérant qu'il y a lieu, compte tenu de la nécessité de favoriser la reprise du tissu économique et social sans préjudice de l'intérêt prioritaire et constant pour la protection de la santé publique, d'adopter des mesures permettant aux patients d'accéder aux cabinets des médecins et des pédiatres de base, même en cas de prestations non urgentes, suivant les conditions et les délais visés au dispositif de la présente ordonnance et, partant, de retirer l'ordonnance du président de la Région n° 115/2020 ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère la distanciation sociale comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique ;

ordonne

1. L'ordonnance du président de la Région n° 115 du 19 mars 2020 est retirée et cesse de produire ses effets à compter du 10 août 2020.
2. À compter du 10 août 2020, l'activité médicale ambulatoire des médecins et des pédiatres de base peut reprendre même pour les prestations non urgentes, dans le respect des prescriptions hygiéniques et sanitaires pour la prévention et la réduction du risque de contagion indiquées ci-après :
 - les horaires d'ouverture des cabinets doivent respecter les dispositions de l'art. 35 et du cinquième alinéa de l'art. 36 des accords collectifs nationaux en vigueur en la matière ;

- le visite nello studio medico vengono di norma erogate su appuntamento, fatte salve le necessità urgenti, le quali devono comunque essere prese in carico, come previsto dagli artt. 35 e 36, comma 8, dei rispettivi Accordi Collettivi Nazionali vigenti, a seguito di triage telefonico;
 - all'atto della prenotazione il medico, o suo collaboratore, raccomanda al paziente e all'eventuale accompagnatore, di presentarsi soltanto in assenza di sintomi, quali febbre, tosse e disturbi respiratori di possibile natura infettiva. Qualora il paziente evidenzi tali sintomi, il medico fornisce al medesimo adeguate indicazioni per la sua presa in carico;
 - se necessario, il paziente può essere accompagnato da una sola persona;
 - l'attività deve essere organizzata in maniera tale da rispettare le regole del distanziamento sociale nei locali comuni e, in particolare, nelle sale di attesa;
 - prevedere l'obbligo dell'uso della mascherina che deve essere indossata correttamente per tutta la durata della permanenza nell'ambulatorio, garantendo idonea copertura di naso e bocca;
 - dotare l'ambulatorio di dispenser con prodotti igienizzanti prevedendo l'obbligo di frizionarsi le mani già all'ingresso;
 - garantire adeguato arieggiamento e sanificazione dei locali;
 - prevedere, laddove possibile, percorsi differenziati di entrata e di uscita dall'ambulatorio.
3. E' rinviata a successivo provvedimento l'individuazione delle modalità e dei tempi di apertura delle attività ad accesso diretto, esercitate dai medici di assistenza primaria e dai pediatri di libera scelta, effettuate sia presso gli ambulatori, sia presso i poliambulatori con sede ad Aosta, Châtillon, Donnas e Morgex.
4. E' in ogni caso vietato, l'assembramento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico, nonché nello svolgimento delle attività di cui alla presente ordinanza.
5. Sono fatte salve le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali che possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19/2020, convertito, con modificazioni, dalla legge 22 maggio 2020, n. 35, come previsto dall'articolo 1, comma 14 del decreto-legge n. 33/2020, convertito, con modificazioni, nella legge 14 luglio 2020, n. 74,
- les consultations en cabinet ont lieu sur rendez-vous, sauf dans les cas d'urgence qui sont pris en charge après triage téléphonique, aux termes de l'art. 35 et du huitième alinéa de l'art. 36 desdits accords nationaux ;
 - lors de la réservation, le médecin, ou un collaborateur de celui-ci, recommande à tout patient/accompagnateur de se présenter uniquement s'il ne manifeste aucun symptôme (fièvre, toux, problèmes respiratoires apparemment d'origine infectieuse, etc.) ou, dans le cas contraire, lui indique les modalités d'accès ;
 - si cela s'avère nécessaire, le patient peut se faire accompagner, mais par une seule personne ;
 - l'activité doit être organisée de manière à garantir le respect des règles de distanciation sociale dans les locaux communs et, notamment, dans les salles d'attente ;
 - pendant toute la permanence dans le cabinet, le port d'un masque garantissant la couverture d'une manière appropriée du nez et de la bouche est obligatoire ;
 - le cabinet doit être doté de distributeurs de gel hydroalcoolique afin que toute personne y accédant puisse immédiatement se désinfecter les mains ;
 - les locaux doivent être aérés et désinfectés de manière appropriée ;
 - si possible, des parcours distincts pour l'entrée et la sortie des patients doivent être aménagés.
3. Les modalités et les délais d'ouverture en libre accès des cabinets et des dispensaires polyvalents d'Aoste, de Châtillon, de Donnas et de Morgex pour l'exercice de l'activité des médecins et des pédiatres de base seront établis par un acte ultérieur.
4. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
5. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er} du décret-loi n° 33 du 14 juillet 2020, converti, avec modifications, en la loi n° 74 du 14 juillet 2020, et dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens de l'art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des

nonché le misure derogatorie, ampliative o restrittive, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2 del succitato decreto-legge n. 19/2020, come previsto dall'articolo 1, comma 16, del decreto-legge 33/2020.

La presente ordinanza ha validità dal 10 agosto 2020 fino a nuovo provvedimento.

L'inottemperanza alla presente ordinanza comporta l'applicazione delle sanzioni di cui all'art. 4, del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni nella legge 22 maggio 2020, n. 35.

La presente ordinanza è pubblicata sul sito istituzionale della Regione e sarà pubblicata sul Bollettino Ufficiale della Regione. La pubblicazione ha valore di notifica individuale, a tutti gli effetti di legge, nei confronti di tutti i soggetti coinvolti.

La presente ordinanza, per gli adempimenti di legge, viene trasmessa al Presidente del Consiglio dei Ministri e al Ministro della Salute, nonché ai Sindaci dei Comuni della Regione e alla Commissione straordinaria presso il Comune di Saint-Pierre.

Avverso la presente ordinanza è ammesso ricorso giurisdizionale innanzi al Tribunale Amministrativo Regionale nel termine di sessanta giorni dalla comunicazione, ovvero ricorso straordinario al Capo dello Stato entro il termine di giorni centoventi.

Aosta, 8 agosto 2020

Il Presidente
Renzo TESTOLIN

**ATTI
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO
DELLE OPERE PUBBLICHE, TERRITORIO
ED EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA**

Ordinanza 31 luglio 2020, n. 2.

Servizio di locazione di Prefabbricati Modulari Scolastici (PMS) da adibire a sede temporanea del Liceo Berard - Approvazione atti tecnici per avvio della procedura di affidamento dell'appalto ex art. 63 del D.Lgs. 50/2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76. – Approvazione della richiesta di avvio della procedura di gara alla Centrale unica di committenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta.

IL DIRIGENTE
DEL DIPARTIMENTO PROGRAMMAZIONE, RISORSE IDRICHE E TERRITORIO
IN QUALITÀ DI SOGGETTO ATTUATORE AI SENSI DELL'ARTICOLO 31, COMMA 4, DELLA L.R. 8/2020,

Vista l'Ordinanza n. 289 in data 14 luglio 2020 del Presidente della Regione nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 legge regionale 13 luglio 2020, n. 8, con la quale Il Dipartimento Programmazione, risorse idriche e territorio è individuato fino al 31 dicembre 2020 quale struttura dirigenziale di primo livello con funzioni di supporto (di seguito, struttura regionale

mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020.

La présente ordonnance est valable à compter du 10 août 2020, jusqu'à nouvel ordre.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 8 août 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

**ACTES
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**ASSESSORAT
DES OUVRAGES PUBLICS,
DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT PUBLIC**

di supporto) al Presidente della Regione nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 della l.r. 8/2020 (di seguito, Commissario) e il Coordinatore del Dipartimento Programmazione, risorse idriche e territorio (di seguito, soggetto attuatore) Ing. Raffaele ROCCO assume le funzioni di soggetto attuatore ed è responsabile della struttura regionale di supporto.

Preso atto che il soggetto attuatore mediante la struttura regionale di supporto coadiuva il Commissario nell'esercizio dei poteri di cui all'articolo 31, commi 1 e 3, della l.r. 8/2020, svolgendo le seguenti funzioni e attività:

- a) attività tecnico-amministrative connesse alla progettazione, all'affidamento, al controllo e all'esecuzione e al collaudo dei lavori, delle forniture e dei servizi necessari previsti dal programma degli interventi approvati dal commissario ai sensi dell'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r. 8/2020, anche avvalendosi, su disposizione del commissario, di soggetti esterni; secondo quanto previsto dall'articolo 31, comma 6, lettera d), della l.r. 8/2020, il responsabile unico del procedimento è, in ogni caso, nominato dal Commissario e deve essere uno solo per tutti gli interventi inseriti nel piano straordinario di cui all'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r.8/2020;
- b) istruttoria tecnica e amministrativa relativa ai progetti di intervento e alle richieste provenienti dagli enti locali e dai dirigenti scolastici, finalizzata, nel caso di interventi di competenza dei Comuni, al raggiungimento dell'intesa di cui agli articoli 4, comma 2, secondo periodo, del d.l. 32/2019 e 31, comma 5, della l.r. 8/2020 e, nel caso di interventi di competenza della Regione, all'inserimento degli stessi nel piano straordinario di cui all'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r. 8/2020;
- c) monitoraggio e rendicontazione quindicinali al Commissario sull'attuazione delle attività e del programma degli interventi, e sul loro stato di avanzamento, con trasmissione di una relazione corredata della documentazione comprovante la spesa sostenuta per ogni intervento.

Vista l'Ordinanza n. 316 in data 30 luglio 2020 del Presidente della Regione nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 legge regionale 13 luglio 2020, n. 8 ha approvato il piano straordinario per l'avvio e lo svolgimento delle attività didattiche e convittuali in condizioni di sicurezza e in presenza per l'anno scolastico 2020/2021, con l'individuazione degli interventi di edilizia scolastica urgenti necessari ad attuarlo e delle relative procedure e dei soggetti realizzatori, indicando in particolare come soluzione ottimale per il sistema scolastico, la fornitura in locazione di una sede temporanea dove collocare l'istituzione scolastica Liceo Berard.

Preso atto che il Piano straordinario individua, oltre all'elenco degli interventi di edilizia scolastica, anche la localizzazione della scuola temporanea sede del Liceo Bérard in Via Federico Chabod in Comune di Aosta e le seguenti principali caratteristiche prestazionali della stessa:

- 35 aule (dimensioni 45 mq)
- 2 locali laboratori
- 4 locali segreteria (compresa aula insegnanti)
- locali vari di servizio
- una palestra

Considerato che l'area prescelta di localizzazione della struttura è ubicata al foglio 44, n. 739, di proprietà della Regione e che i vincoli presenti su di essa sono di natura paesaggistica e archeologica, di distanza da un sito cimiteriale e di basso rischio di inondazione ai sensi dell'art. 36 della l.r. 11/1998.

Considerato, inoltre, che sono avviate le procedure per l'acquisizione del parere archeologico e paesaggistica da parte della competente struttura regionale, che provvederà anche a garantire la sorveglianza archeologica durante le operazioni di scavo, è stato acquisito lo studio di compatibilità dell'intervento con le condizioni di rischio per inondazione ed è stata acquisita la relazione geologica e geotecnica preliminare per il sito a cura della competente struttura regionale attività geologiche che provvederà anche ad effettuare i necessari sondaggi geognostici.

Preso atto che per quanto concerne le tempistiche di realizzazione, l'approssimarsi dell'apertura dell'anno scolastico il piano straordinario ha imposto i seguenti termini differenziati al fine di consentire il regolare approvvigionamento dei moduli e la riduzione dei disagi: la fornitura di almeno 15 aule al 14 settembre 2020 con i relativi servizi, la fornitura delle restanti aule pari a 20 con i relativi servizi, 4 locali di servizio tecnico amministrativi (segreteria e sala insegnanti) dovrà essere disponibile al massimo entro

il 30 ottobre 2020 mentre palestra e laboratori (due locali) dovranno essere forniti in locazione entro il 30 novembre 2020.

Dato atto che il Responsabile Unico del procedimento, Ing. Raffaele ROCCO, ha predisposto sulla base delle indicazioni del Piano straordinario una Relazione tecnica e un Capitolato speciale d'appalto per il servizio di locazione di prefabbricati modulari scolastici quale sede temporanea del Liceo Berard di Aosta

Ritenuto pertanto sussistenti le condizioni per poter avviare la procedura di affidamento dell'appalto del servizio in oggetto ai sensi dell'art. 32 comma 1 del D.lgs. 50/2016 che prevede l'installazione e la locazione (con possibilità di riscatto) di una struttura costituita da Moduli Scolastici Provvisori per la durata di 24 mesi, prorogabili di ulteriori 12 mesi, da destinare a sede temporanea del Liceo Berard di Aosta, comprensivo di trasporto, montaggio, e di tutte delle prestazioni e lavorazioni interne ai PM necessarie al pieno utilizzo degli stessi, nonché della manutenzione straordinaria e del successivo smontaggio e di ogni altro onere relativo alla installazione e locazione in oggetto, comprese tutte le opere relative agli allacci ai pubblici servizi, alle fognature, nonché delle opere di fondazione e di ogni altra opera esterna ai Prefabbricati Modulari Scolastici;

Dato atto che il Responsabile Unico del procedimento, Ing. Raffaele ROCCO, ha valutato l'importo dell'appalto ai sensi dell'art. 35 del DLGS 50/2016 in euro 4.800.000, oneri fiscali esclusi, articolati in euro 600.000 per oneri di approntamento e sistemazione delle aree (compresi gli allacciamento ai servizi), euro 3.120.000 come canone di locazione per i primi 24 mesi (da settembre 2020 ad agosto 2022) e euro 1.080.000 come canone di locazione per l'eventuale proroga per ulteriore 12 mesi (da settembre 2022 ad agosto 2023). L'importo degli oneri per la sicurezza è valutato in percentuale rispetto al valore complessivo dell'appalto in euro 96.000. Ai sensi dell'art. 23, comma 16, del Codice l'importo posto a base di gara comprende i costi della manodopera che la stazione appaltante ha stimato in euro 130.000 stimando le ore e gli operatori necessari per il montaggio e smontaggio dei manufatti. Ai sensi dell'art. 35 del D.Lgs 50/2016 la stazione appaltante si riserva la facoltà di rinnovare il contratto alle medesime condizioni, per una durata pari a 12 mesi e consecutivi per l'importo stimato di euro 1.080.000, oneri fiscali esclusi. La stazione appaltante si riserva altresì la facoltà di richiedere il riscatto, di parte o dell'intera struttura, a costi da definire ma comprensivi di quanto già corrisposto fino a quel momento rispetto al contratto originario.

Preso atto, inoltre, che il Piano stabilisce che l'intervento dovrà essere realizzato mediante le procedure previste all'articolo 63, comma 2, let. c) del decreto legislativo n. 50 del 2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76, "Misure urgenti per la semplificazione e l'innovazione digitale".

Valutato pertanto necessario provvedere all'affidamento del servizio in oggetto prevedendo di selezionare l'affidatario mediante procedura negoziata ex articolo 63, comma 2, let. c) del decreto legislativo n. 50 del 2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76, "Misure urgenti per la semplificazione e l'innovazione digitale", con il criterio dell'offerta economicamente più vantaggiosa, approvando gli atti tecnici prodromici per quanto attiene alla parte tecnica dal competente servizio, predisposti dal RUP Ing. Raffaele ROCCO, all'indizione della procedura di affidamento da effettuarsi da parte della Centrale unica di committenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta.

Dato atto che all'individuazione dei soggetti da invitare dalla procedura negoziata si è provveduto attraverso un'indagine di mercato aperta condotta attraverso la Centrale unica di committenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta che ha permesso di individuare 12 operatori che si sono impegnati a rispettare i vincoli di consegna di cui sopra, mentre solo uno ha manifestato il proprio interesse, ma chiedendo una proroga dei tempi di consegna.

Ritenuto pertanto procedere all'affidamento dell'appalto pubblico per l'esecuzione del servizio di locazione di una struttura costituita da Moduli Scolastici Provvisori per la durata di mesi 24 con le modalità e il procedimento sotto indicati:

metodo di gara – procedura negoziata ai sensi dell'articolo 63, comma 2, let. c) del decreto legislativo n. 50 del 2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76, "Misure urgenti per la semplificazione e l'innovazione digitale, in considerazione dell'urgenza di acquisire un determinato numero di moduli per il 14 settembre 2020, giorno di inizio dell'anno scolastico 2020/2021;

criterio di aggiudicazione - offerta economicamente più vantaggiosa, individuata sulla base del miglior rapporto qualità/prezzo, ai sensi dell'art. 95 comma 2 del D.lgs. 50/2016, sulla base dei criteri di natura qualitativa e quantitativa indicati dal RUP, ai sensi del punto 5.1.4 lett. n) delle linee guida ANAC n. 3, come dettagliato nella scheda MODELLO DI RICHIESTA DI AVVIO DELLA PROCEDURA DI GARA PER SERVIZI E FORNITURE - MAP – Fornitura PMS Liceo Berard - allegata alla presente Ordinanza, di cui fa parte integrante formale e sostanziale.

Dato atto che:

- il fine che con il contratto si intende perseguire è collocare l'istituzione scolastica secondaria di secondo grado Liceo Berard in una struttura idonea allo svolgimento dell'attività scolastica ed adeguata alle misure di protezione derivanti dall'applicazione dei protocolli di sicurezza contro l'emergenza da Covid-19;
- ai sensi di quanto previsto dall'art 51 del D.lgs. 50/2016, il servizio oggetto del presente appalto non risulta suscettibile di suddivisione in lotti, infatti, il "lotto di gara" identifica una specifica parte dell'oggetto dell'appalto, la cui realizzazione sia tale da assicurarne la funzionalità, fruibilità e fattibilità, indipendentemente dalla realizzazione delle altre parti, nella fattispecie per il servizio in oggetto, non è ravvisabile un'articolazione per lotti funzionali poiché esso è connotato da una sua unitarietà anche organizzativa, oltre ad avere una flessibilità gestionale capace di produrre riflessi positivi in termini di ottimizzazione e razionalizzazione, che porta ad una convenienza economica per la stazione appaltante;
- l'importo stimato dell'appalto è di euro 4.800.000,00 oneri fiscali esclusi (IVA 22%) articolati in euro 600.000,00 per oneri di approntamento e sistemazione delle aree (compresi gli allacciamento ai servizi), euro 3.120.000,00 come canone di locazione per i primi 24 mesi (da settembre 2020 ad agosto 2022) e euro 1.080.000 come canone di locazione per l'eventuale rinnovo ai sensi dell'art. 35 del D.Lgs 50/2016 p per ulteriore 12 mesi (da settembre 2022 ad agosto 2023). L'importo degli oneri per la sicurezza sono valutati in percentuale rispetto al valore complessivo dell'appalto in euro 96.000. L'importo posto a base di gara comprende i costi della manodopera che la stazione appaltante ha stimato in euro 130.000;
- le prestazioni sono riconducibili al CPV 44211000-2, non sono individuate prestazioni secondarie;
- la modalità di determinazione del corrispettivo è a corpo, ai sensi dell'articolo, 3, comma 1, lettera dddd) del D.lgs. 50/2016;
- il criterio di aggiudicazione: offerta economicamente più vantaggiosa, ai sensi dell'art. 95 comma 2 del D.lgs. 50/2016.

Dato atto che l'Amministrazione si riserva di affidare il servizio in oggetto anche qualora dovesse pervenire una sola offerta, purché idonea.

Dato atto, inoltre, che per la svolgimento della procedura ci si avvale della Centrale di Committenza della Regione Autonoma della Valle d'Aosta.

Considerato che la valutazione della migliore offerta e, quindi, la scelta del soggetto affidatario del contratto verrà effettuata da apposita Commissione giudicatrice che sarà nominata ai sensi dell'art. 77 del D.lgs. n. 50/2016 da parte della centrale di Committenza della Regione Autonoma della Valle d'Aosta.

Dato atto che l'importo complessivo previsto per la fornitura in locazione della sede temporanea del Liceo Berard (compresi la realizzazione dei sondaggi geologici e geognostici, l'approntamento dell'area, quali la realizzazione della platea e degli allacciamenti ai servizi, e le spese tecniche e per imprevisti, quantificati in presunti euro 517.000,00) è pari a complessivi euro 6.500.000,00 e che al finanziamento della spesa si provvede mediante l'utilizzo delle risorse disponibili sui sottoindicati capitoli di spesa del bilancio finanziario gestione della Regione per il triennio 2020/2022

U0025002 euro 1.983.000,00 per il 2020,

 euro 2.000.000 per il 2021

 euro 2.000.000 nel 2022

U0025179 euro 517.000,00 per il 2020

Preso atto che successivo provvedimento, a seguito dell'espletamento della gara, si procederà all'assunzione dell'impegno di spesa.

ordina

1. di procedere all'appalto del servizio di locazione di fabbricati modulari scolastici (PMS) per la scuola secondaria di secondo grado Liceo Berard di Aosta mediante procedura negoziata ai sensi dell'articolo 63, comma 2, let. c) del decreto legislativo n. 50 del 2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76, "Misure urgenti per la semplificazione e l'innovazione digitale";

2. di stabilire che
 - a. l'importo stimato dell'appalto è di euro 4.800.000 oneri fiscali esclusi (IVA 22%) articolati in euro 600.000 per oneri di approntamento e sistemazione delle aree (compresi gli allacciamento ai servizi), euro 3.120.000 come canone di locazione per i primi 24 mesi (da settembre 2020 ad agosto 2022) e euro 1.080.000 come canone di locazione per l'eventuale rinnovo ai sensi dell'art. 35 del D.Lgs 50/2016 p per ulteriore 12 mesi (da settembre 2022 ad agosto 2023). L'importo degli oneri per la sicurezza sono valutati in percentuale rispetto al valore complessivo dell'appalto in euro 96.000. L'importo posto a base di gara comprende i costi della manodopera che la stazione appaltante ha stimato in euro 130.000;
 - b. le prestazioni sono riconducibili al CPV 44211000-2, non sono individuate prestazioni secondarie;
 - c. la modalità di determinazione del corrispettivo è a corpo, ai sensi dell'articolo, 3, comma 1, lettera dddd) del D.lgs. 50/2016;
 - d. il criterio di aggiudicazione: offerta economicamente più vantaggiosa, ai sensi dell'art. 95 comma 2 del D.lgs. 50/2016;
3. di dare atto che la somma di cui si tratta, ammontante ad euro 5.856.000,00 iva compresa trova copertura sul capitolo U0025002 Spese per la locazione di moduli prefabbricati da destinare a sedi di scuole secondarie di II grado (Emergenza Covid-19), la seguente ripartizione sulle annualità 2020-2021 e 2022:

euro 1.983.000 per l'esercizio 2020

euro 2.000.000,00 per l'esercizio 2021

euro 1.873.000,00 per l'esercizio 2022;
4. di stabilire che la struttura Dipartimento programmazione, risorse idriche e territorio procederà, con successivi atti alla prenotazione e/o impegno delle somme di cui si tratta;
5. di approvare i seguenti documenti tecnici:
 - a. Relazione tecnica Liceo Berard (depositato presso l'Ufficio del RUP)
 - b. Capitolato Liceo Berard (depositato presso l'ufficio del RUP)
 - c. MODELLO DI RICHIESTA DI AVVIO DELLA PROCEDURA DI GARA PER SERVIZI E FORNITURE (MAP – Fornitura PMS Liceo Berard - allegata alla presente Ordinanza, di cui fa parte integrante formale e sostanziale) ;
6. di approvare i criteri di valutazione di natura qualitativa e quantitativa, dettagliati nella scheda MAP – Fornitura PMS Liceo Berard allegata alla presente Ordinanza, di cui fa parte integrante formale e sostanziale;
7. di fare ricorso per l'espletamento delle procedure di cui trattasi alla centrale Unica di Committenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta demandando ad essa di redigere la documentazione di gara, procedere all'invio delle richieste di offerta agli operatori economici individuati dalla stazione appaltante previa indagine di mercato che si sono impegnati di rispettare le scadenze fissate dalla stessa per la consegna dei PMS, di gestire tutte le fasi della procedura di gara;
8. di dare atto che l'Amministrazione regionale, in quanto stazione appaltante per l'affidamento del servizio di cui all'oggetto, deve obbligatoriamente provvedere al versamento di un contributo in favore dell'Autorità per la Vigilanza dei Lavori Pubblici ora Autorità Nazionale Anticorruzione (ANAC);
9. di stabilire ai sensi dell'art. 35 del D.Lgs 50/2016 che la stazione appaltante si riserva la facoltà di rinnovare il contratto alle medesime condizioni, per una durata pari a 12 mesi per l'importo stimato di euro 1.080.000, oneri fiscali esclusi;
10. di stabilire che l'importo complessivo previsto per la fornitura in locazione della sede temporanea del Liceo Berard (compresi la realizzazione dei sondaggi geologici e geognostici, l'approntamento dell'area, quali la realizzazione della platea e degli allacciamenti ai servizi, e le spese tecniche e per imprevisti) è pari a complessivi euro 6.500.000,00 e che al finanziamento della spesa si provvede mediante l'utilizzo delle risorse disponibili sul capitolo U0025002 del bilancio della Regione suddivise nel

triennio 2020/2022 in euro 2.500.000 nel 2020, euro 2.000.000 nel 2021 e euro 2.000.000 nel 2022;

11. di stabilire che con successivo provvedimento, a seguito dell'espletamento della gara, si procederà all'assunzione dell'impegno di spesa e all'individuazione delle spese tecniche compresi gli incentivi per funzioni tecniche di cui all'articolo 113, comma 2 del DLGS 50/2016 (2% sul base d'asta);
12. di stabilire che la presente Ordinanza è trasmessa al Commissario, entro due giorni come indicato al punto 2 dell'articolo 2 dell'Ordinanza del Commissario n. 1/2020, al Coordinatore del Dipartimento infrastrutture, viabilità ed edilizia residenziale pubblica, al Coordinatore del Dipartimento Sovrintendenza agli Studi, al Coordinatore del Dipartimento Bilancio, finanze, patrimonio e società partecipate.
13. di stabilire che la presente ordinanza sia pubblicata nel Bollettino Ufficiale della Regione e, ai sensi dell'articolo 42 del decreto legislativo 13 marzo 2013, n. 33 (Riordino della disciplina riguardante il diritto di accesso civico e gli obblighi di pubblicità, trasparenza e diffusione di informazioni da parte delle pubbliche amministrazioni) nel sito istituzionale della Regione (<http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>);

Aosta, 31 luglio 2020

Il Dirigente del
Dipartimento programmazione, territorio e risorse idriche
Raffaele ROCCO

N.d.R.: *La versione francese della presente ordinanza sarà pubblicata successivamente.*

**DELIBERAZIONI
DELLA GIUNTA
E DEL CONSIGLIO REGIONALE**

GIUNTA REGIONALE

Deliberazione 24 luglio 2020, n. 653

Approvazione, per l'anno 2020, delle disposizioni applicative per la concessione degli aiuti per le spese di funzionamento nel settore della trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli previsti dall'articolo 57, comma 4, della l.r. 8/2020.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare, per l'anno 2020, le disposizioni applicative per la concessione degli aiuti per le spese di funzionamento nel settore della trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli previsti dall'articolo 57, comma 4, della l.r. 8/2020, come declinate negli Allegati 1 e 2 alla presente deliberazione, della quale costituiscono parte integrante e sostanziale;
- 2) di dare atto che gli aiuti di cui al precedente punto 1) trovano copertura sui capitoli:

**DÉLIBÉRATIONS
DU GOUVERNEMENT
ET DU CONSEIL RÉGIONAL**

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 653 du 24 juillet 2020,

portant approbation, au titre de 2020, des dispositions en vue de l'octroi des aides relatives aux dépenses de fonctionnement dans le secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, au sens du quatrième alinéa de l'art. 57 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les dispositions en vue de l'octroi des aides relatives aux dépenses de fonctionnement dans le secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles sont approuvées, au titre de 2020 et au sens du quatrième alinéa de l'art. 57 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, telles qu'elles figurent aux annexes 1 et 2 faisant partie intégrante et substantielle de la présente délibération.
- 2) Les aides en question sont couvertes par les crédits inscrits aux chapitres indiqués ci-après :

- U0022057 “trasferimenti correnti a imprese di trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli per canoni di locazione per la gestione di strutture ed impianti”;
- U0025013 “trasferimenti correnti a imprese di trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli per oneri di gestione di struttura (Emergenza Covid-19) (Avanzo 2019);
- U0022058 “Trasferimenti correnti a imprese di trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli per il trasporto del siero residuo delle lavorazioni lattiero-casearie al centro essiccamento di Saint-Marcel”;
- U0025014 “Trasferimenti correnti a imprese di trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli per il trasporto del siero residuo delle lavorazioni lattiero-casearie al centro di raccolta ed essiccamento siero di proprietà regionale di Saint-Marcel (Emergenza Covid-19) (Avanzo 2019).

La delibera è reperibile al seguente link: https://consultazione.delibere.regione.vda.it/amministrazione/Delibere/default_i.aspx

Deliberazione 24 luglio 2020, n. 655.

Approvazione della modifica del punto 8) della DGR 344/2017, concernente le modalità di scarico delle acque reflue di lavaggio, ai sensi del D.Lgs. 152/2006 e del D.M. 25/2006.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di modificare, per le ragioni esplicitate in premessa, il punto 8) della deliberazione della Giunta regionale n. 344 del 24 marzo 2017 come segue:

“8. di sostituire il capitolo “*Modalità di scarico delle acque reflue di lavaggio*” dell’Allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 1380, del 21 maggio 2010, ai sensi e per gli effetti di cui alle Parti III e IV del decreto legislativo 3 aprile 2006, n. 152, nonché del DM 25 febbraio 2006, come segue:

- U0022057 (Virements ordinaires aux entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles pour les loyers de structures et d’installations) ;
- U0025013 (Virements ordinaires aux entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles pour les dépenses d’exploitation des structures – Urgence COVID-19 – Restes 2019) ;
- U0022058 (Virements ordinaires aux entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles pour le transport du lactosérum issu des transformations laitières et fromagères au Centre de collecte et de séchage du lactosérum de Saint-Marcel) ;
- U0025014 (Virements ordinaires aux entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles pour le transport du lactosérum issu des transformations laitières et fromagères au Centre de collecte et de séchage du lactosérum de Saint-Marcel, propriété de la Région – Urgence COVID-19 – Restes 2019).

Le texte intégral de la présente délibération est publiée à l’adresse https://consultazione.delibere.regione.vda.it/amministrazione/Delibere/default_i.aspx.

Délibération n° 655 du 24 juillet 2020,

modifiant le point 8 du dispositif de la délibération du Gouvernement régional n° 344 du 24 mars 2017 concernant les modalités d’évacuation des eaux usées de lavage, aux termes du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006 et du décret ministériel du 25 février 2006.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Pour les raisons indiquées au préambule, le point 8 du dispositif de la délibération du Gouvernement régional n° 344 du 24 mars 2017 est remplacé par un point ainsi rédigé :

« 8. Aux fins visées aux parties III et IV du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006 et au décret ministériel du 25 février 2006, le chapitre intitulé « Modalités d’évacuation des eaux usées de lavage » de l’annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 1380 du 21 mai 2010 est remplacé par un chapitre ainsi rédigé :

**Modalità di gestione delle acque
reflue e del siero da latte**

a) *Gestione delle acque reflue derivanti dal lavaggio dei locali e delle attrezzature di trasformazione del latte:*

i. è consentito convogliare le acque di lavaggio di strutture, attrezzature ed impianti zootecnici non contenenti sostanze pericolose nella concimaia, senza ulteriore richiesta di nulla-osta, purché avente le caratteristiche conformi a quanto previsto dalla vigente normativa, ai fini dell'utilizzo agronomico in conformità a quanto previsto dal DM 25 febbraio 2016 e purché siano osservate le seguenti prescrizioni:

- separazione totale di siero e di scotta, quando questi possono essere destinati all'alimentazione di vitelli e manzi o, nel caso del siero, conferito ai fini dell'utilizzo come sottoprodotto presso il Centro di essiccamento del siero di Saint-Marcel, fatto salvo nell'ambito delle attività in alpeggio;
- lo spandimento sul suolo deve avvenire a valle dei punti di prelievo dell'acqua per uso potabile;

ii. in caso di impossibilità di convogliamento nella concimaia, tali reflui sono classificati dalle disposizioni vigenti (Parte IV del d.lgs. n. 152/2006) rifiuti liquidi e come tali devono essere gestiti in conformità alle disposizioni tecniche ed amministrative stabilite dalla Parte III e dalla Parte IV del decreto legislativo 3 aprile 2006, n. 152. In particolare dovranno essere rispettate le seguenti prescrizioni:

- come scarico in pubblica fognatura (Parte III del d.lgs. n. 152/2006), previa richiesta di autorizzazione allo scarico al Comune (o Associazione di Comuni o sub-Ato) competente e previa verifica che l'impianto terminale di depurazione sia idoneo ad accettare qualitativamente e quantitativamente i reflui stessi e previa eventuale richiesta di applicazione della deroga prevista dalla legge regionale 21 dicembre 1991, n. 88;
- come rifiuto liquido (Parte IV del d.lgs. n. 152/2006) con conferimento degli stessi, come bottini, in appositi impianti di trattamento. In Valle d'Aosta tale conferimento può essere effettuato presso gli impianti di depurazione delle acque reflue urbane di Arnad e di Brissogne, nel rispetto delle modalità stabilite

**Modalités de gestion des eaux usées
et du lactosérum**

a) Gestion des eaux usées issues du lavage des locaux et des équipements de transformation du lait :

i. Les eaux dérivant du lavage des structures, des équipements et des installations zootecniques qui ne contiennent pas de substances dangereuses peuvent être évacuées dans la fosse à fumier, sans qu'aucune demande d'autorisation supplémentaire soit nécessaire, à condition que les caractéristiques prévues par les dispositions en vigueur soient respectées en vue de l'utilisation à des fins agronomiques au sens du décret ministériel du 25 février 2016 et sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- séparation totale du lactosérum et du sérum de lait, lorsqu'ils peuvent être utilisés pour l'alimentation des veaux et des jeunes bovins ; le lactosérum non produit en alpage peut également être livré au Centre de collecte et de séchage du lactosérum de Saint-Marcel aux fins de son utilisation en tant que sous-produit ;
- déversement au sol en aval des points de prélèvement de l'eau à usage potable ;

ii. S'il s'avère impossible d'utiliser la fosse à fumier, les eaux de lavage sont classées « déchets liquides » au sens des dispositions de la partie IV du décret législatif n° 152/2006 et doivent donc être évacuées conformément aux dispositions techniques et administratives visées aux parties III et IV dudit décret législatif. Les prescriptions suivantes doivent notamment être respectées :

- les eaux de lavage peuvent être déversées dans le réseau des égouts (partie III du décret législatif n° 152/2006) sur autorisation de déversement délivrée par la Commune ou l'association de Communes ou la *sub-ATO* compétente et après vérification du fait que l'installation finale d'épuration est en mesure d'accepter, tant du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif, les eaux usées en cause ; une demande de dérogation au sens de la loi régionale n° 88 du 21 décembre 1991 peut être déposée au préalable ;
- les eaux de lavage peuvent être évacuées comme les déchets des fosses d'aisance (partie IV du décret législatif n° 152/2006) dans des installations spéciales de traitement. En Vallée d'Aoste, elles peuvent être livrées aux stations d'épuration d'Arnad ou de Brissogne, suivant les modalités établies par la LR n° 88/1991. En

dalla citata legge regionale n. 88/1991. In tal caso devono essere rispettate le modalità tecnico amministrative stabilite dagli articoli 188-bis, 188-ter, 189, 190 e 193 del citato d.lgs. N. 152/2006;

b) *Gestione del siero da latte:*

il siero residuante dalla lavorazione del latte è classificato, ai sensi degli articoli 184-bis e 184-ter del d.lgs. n. 152/2006, sottoprodotto quando destinato all'alimentazione animale, nonché, quando conferito presso il centro di essiccamento del siero di Saint-Marcel. Nel caso in cui non risulti possibile destinare il siero ad uno dei riutilizzi sopra indicati, è ammesso il convogliamento dello stesso in concimaia, senza ulteriore richiesta di nulla-osta ai fini del successivo utilizzo agronomico, ai sensi dell'articolo 3, comma 1, lettera d) del DM 25 febbraio 2016;

**Modalità di gestione delle acque
di scarico classificate domestiche**

Gestione delle acque reflue classificate come domestiche:

Le acque reflue classificate domestiche, provenienti dalla cucina e dai servizi igienici, devono essere convogliate prioritariamente in rete fognaria, qualora disponibile, oppure possono essere scaricate in acque superficiali o nel suolo in conformità alle disposizioni regionali vigenti in materia di scarichi e di tutela delle acque dall'inquinamento, previo idoneo trattamento e previo ottenimento della necessaria autorizzazione allo scarico da parte della Struttura tutela qualità dell'aria e delle acque del Dipartimento ambiente, se l'autorizzazione viene richiesta dal proprietario dell'alpeggio in qualità di privato cittadino, o da parte del SUEL, Sportello Unico degli Enti locali, se l'autorizzazione viene richiesta da un'impresa (ad esempio dall'impresa agricola che ha la proprietà o gestisce l'alpeggio).;

2. di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto sul Bollettino Ufficiale della Regione;
3. di dare atto che la presente deliberazione non comporta oneri aggiuntivi a carico del bilancio della Regione.

Deliberazione 31 luglio 2020, n. 679.

Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per prelievo dal Fondo di riserva spese impreviste.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

l'occurrence, les modalités techniques et administratives établies par les art. 188 bis, 188 ter, 189, 190 et 193 du décret législatif n° 152/2006 doivent être appliquées.

b) Gestion du lactosérum :

Le lactosérum dérivant de la transformation du lait est classé sous-produit au sens des art. 184 bis et 184 ter du décret législatif n° 152/2006 lorsqu'il est destiné à l'alimentation animale ou au séchage dans le centre de Saint-Marcel. Si le lactosérum ne peut être réutilisé ainsi, il peut être évacué dans la fosse à fumier sans qu'aucune demande d'autorisation soit nécessaire en vue de l'utilisation à des fins agronomiques au sens de la lettre d) du premier alinéa de l'art. 3 du décret ministériel du 25 février 2016.

**Modalités de gestion
des eaux usées domestiques**

Gestion des eaux usées domestiques :

Les eaux usées domestiques issues de la cuisine et des toilettes et salles d'eau doivent être déversées à titre prioritaire dans le réseau des égouts, lorsque cela s'avère possible, ou bien être évacuées dans les eaux superficielles ou dans le sol au sens des dispositions régionales en vigueur en matière d'évacuation des eaux et de protection des eaux contre la pollution, et ce, après un traitement approprié et sur autorisation obligatoire délivrée soit par la structure régionale « Protection de la qualité de l'air et des eaux » du Département de l'environnement, si la demande d'autorisation est présentée par le propriétaire de l'alpage en sa qualité de citoyen, soit par le Guichet unique des collectivités locales (SUEL), si ladite demande est présentée par une entreprise (par exemple, par l'entreprise agricole qui possède ou qui exploite l'alpage) ».

2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région.
3. La présente délibération n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.

Délibération n° 679 du 31 juillet 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du prélèvement de crédits du Fonds de réserve pour les dépenses imprévues.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.
- 2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0002391	FONDO DI RISERVA SPESE IMPREVISTE	41 01 00 - PROGRAMMAZIONE E BILANCI	C	-14.880,00			Il prelievo dal fondo di riserva è necessario per poter procedere con un intervento di somma urgenza nel comune di La Salle.
						€	-14.880,00			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	U0024920	SPESE PER LA MANUTENZIONE STRAORDINARIA DI BENI DI TERZI- SISTEMAZIONI IDRAULICO-FORESTALI FINALIZZATE ALLA PROTEZIONE DEL TERRITORIO DA FRANE, ALLUVIONI E VALANGHE E PER LA REGIMAZIONE DELLE ASTE TORRENTIZIE - (SOMMA URGENZA)	24 01 00 - SISTEMAZIONI MONTANE	C	14.880,00			La variazione è necessaria per poter procedere con un intervento in somma urgenza nel comune di La Salle.
						€	14.880,00			
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0002391	FONDO DI RISERVA SPESE IMPREVISTE	41 01 00 - PROGRAMMAZIONE E BILANCI	C	-16.351,74			Il prelievo dal fondo è necessario per poter procedere con un intervento di somma urgenza nel comune di Rhêmes Notre Dame
						€	-16.351,74			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	U0024920	SPESE PER LA MANUTENZIONE STRAORDINARIA DI BENI DI TERZI- SISTEMAZIONI IDRAULICO-FORESTALI FINALIZZATE ALLA PROTEZIONE DEL TERRITORIO DA FRANE, ALLUVIONI E VALANGHE E PER LA REGIMAZIONE DELLE ASTE TORRENTIZIE - (SOMMA URGENZA)	24 01 00 - SISTEMAZIONI MONTANE	C	16.351,74			La variazione è necessaria per poter procedere con un intervento in somma urgenza nel comune di Rhêmes Notre Dame.
						€	16.351,74			
Totale						C	0,00			
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	C	31.231,74	0,00	0,00
			SC	31.231,74		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-31.231,74	0,00	0,00
			SC	-31.231,74		
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	0,00		

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	2 - SPESE IN CONTO CAPITALE	C	31.231,74		
			€	31.231,74		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	1 - SPESE CORRENTI	C	-31.231,74		
			€	-31.231,74		
			C	0,00		
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 09	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE					
0901 PROGRAMMA	DIFESA DEL SUOLO					
TITOLO 2	SPESE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		31.231,74		
		previsione di cassa		31.231,74		
TOTALE PROGRAMMA	DIFESA DEL SUOLO	residui presunti				
		previsione di competenza		31.231,74		
		previsione di cassa		31.231,74		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti				
		previsione di competenza		31.231,74		
		previsione di cassa		31.231,74		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2001 PROGRAMMA	FONDO DI RISERVA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-31.231,74	
		previsione di cassa			-31.231,74	
TOTALE PROGRAMMA	FONDO DI RISERVA	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-31.231,74	
		previsione di cassa		0,00	-31.231,74	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-31.231,74	
		previsione di cassa		0,00	-31.231,74	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		31.231,74	-31.231,74	
		previsione di cassa		31.231,74	-31.231,74	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

4031

Deliberazione 31 luglio 2020, n. 680.

Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per l'iscrizione di entrate a destinazione vincolata.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di dare atto che sarà cura delle competenti Strutture dirigenziali provvedere alle eventuali modifiche del Programma delle acquisizioni di forniture e servizi dell'amministrazione regionale per il biennio 2020-2021, di cui alla DGR 1758/2019, secondo le modalità ivi previste nel punto 4, in relazione alle variazioni di bilancio approvate con la presente deliberazione;
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione

Délibération n° 680 du 31 juillet 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'inscription de recettes à affectation obligatoire.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.
- 2) Les structures de direction compétentes en la matière sont chargées de procéder aux éventuelles modifications du plan des achats des fournitures et des services de l'Administration régionale au titre de la période 2020/2021, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 1758 du 13 décembre 2019, suivant les modalités prévues par le point 4 de celle-ci et compte tenu des rectifications du budget approuvées par la présente délibération.
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	500 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	E0020247	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DEL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA OPERATIVO "INVESTIMENTI PER LA CRESCITA E L'OCCUPAZIONE 2014/20 (FESR)"	33 03 00 - PROGRAMMI PER LO SVILUPPO REGIONALE	C €	105.152,56 105.152,56	0,00	0,00	Iscrizione di contributi pubblici FESR, relativi alla copertura di spese di investimento, previsti per il Progetto "Bassa via Pista ciclabile", finanziato dal Programma FESR 2014/20, la cui corrispondente quota di cofinanziamento regionale è stata approvata con l.r. 2020, n. 8.
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	E0020246	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DEL FONDO DI ROTAZIONE STATALE PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA OPERATIVO "INVESTIMENTI PER LA CRESCITA E L'OCCUPAZIONE 2014/20 (FESR)"	33 03 00 - PROGRAMMI PER LO SVILUPPO REGIONALE	C €	73.606,78 73.606,78	0,00	0,00	Iscrizione di contributi pubblici del fondo di rotazione, relativi alla copertura di spese di investimento, previsti per il Progetto "Bassa Via Pista ciclabile", finanziato dal Programma FESR 2014/20, la cui corrispondente quota di cofinanziamento regionale è stata approvata con l.r. 2020, n. 8.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0022274	TRASFERIMENTI CORRENTI PER LA SPERIMENTAZIONE DEL MODELLO DI INTERVENTO IN MATERIA DI VITA INDIPENDENTE E INCLUSIONE NELLA SOCIETA' DELLE PERSONE CON DISABILITA'	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C €	80.000,00 80.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere a bilancio sull'esercizio 2020 le risorse statali oggetto di riprogrammazione, in origine stanziata sull'esercizio 2019, relative ai progetti in materia di vita indipendente ed inclusione nella società delle persone con disabilità

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
ENTRATA									
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0022274	TRASFERIMENTI CORRENTI PER LA SPERIMENTAZIONE DEL MODELLO DI INTERVENTO IN MATERIA DI VITA INDIPENDENTE E INCLUSIONE NELLA SOCIETA' DELLE PERSONE CON DISABILITA' A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE NON AUTOSUFFICIENZE	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C 0,00 € 0,00	160.000,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere a bilancio le risorse statali quota anno 2014 (oggetto di riprogrammazione ai sensi art. 3 del DPCM 27.11.2017) e quota anno 2018 (nuova assegnazione) relative ai progetti in materia di vita indipendente ed inclusione nella societa' delle persone con disabilita'.
01 - ENTRATE CORRENTI DI NATURA TRIBUTARIA, CONTRIBUTIVA E PEREQUATIVA	101 - IMPOSTE TASSE E PROVENTI ASSIMILATI	147 - TASSA SULLA CONCESSIONE PER LA CACCIA E PER LA PESCA	E0006193	TASSE SULLA PESCA	24 02 00 - FLORA E FAUNA	C 20.000,00 € 20.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio la somma di euro 20.000,00 relativa alla riscossione dei versamenti pervenuti a titolo di tassa sulla pesca per la stagione 2020/2021.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0010413	TRASFERIMENTI CORRENTI PER FUNZIONAMENTO SCUOLE ELEMENTARI E MATERNE NON STATALI (PARITARIE)	51 02 00 - POLITICHE EDUCATIVE	C 6.496,46 € 6.496,46	0,00	0,00	Variazione necessaria per iscrivere in bilancio la somma assegnata alla Regione Valle d'Aosta con decreto del MIUR n. 576 del 19/05/2020 di euro 6.496,46 per le scuole materne e elementari paritarie (Quietanza del Tesoriere regionale n. 10553 del 28.05.2020).
Totale						C 285.255,80 € 285.255,80	160.000,00	0,00	

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	U0021003	SPESE PER BENI IMMOBILI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA OPERATIVO "INVESTIMENTI PER LA CRESCITA E L'OCCUPAZIONE 2014/20 (FESR)" - QUOTA UE (BENE DI PROPRIETA' REGIONALE)	61 05 00 - EDILIZIA PATRIMONIO IMMOBILIARE E INFRASTRUTTURE SPORTIVE	C	105.152,56	0,00	0,00	Trattasi di iscrizione in bilancio di quota FESR. Le risorse, in parte spesa, sono relative alle attività previste nell'ambito del Progetto "Bassa Via Pista ciclabile", finanziato dal Programma FESR 2014/20, la cui corrispondente quota di cofinanziamento regionale è stata approvata con l.r. 2020, n.8.
						€	105.152,56			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	U0021004	SPESE PER BENI IMMOBILI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA OPERATIVO "INVESTIMENTI PER LA CRESCITA E L'OCCUPAZIONE 2014/20 (FESR)" - QUOTA STATO (BENE DI PROPRIETA' REGIONALE)	61 05 00 - EDILIZIA PATRIMONIO IMMOBILIARE E INFRASTRUTTURE SPORTIVE	C	73.606,78	0,00	0,00	Trattasi di iscrizione in bilancio di quota di risorse del fondo di rotazione. Le risorse, in parte spesa, sono relative alle attività previste nell'ambito del Progetto "Bassa Via Pista ciclabile", finanziato dal Programma FESR 2014/20, la cui corrispondente quota di cofinanziamento regionale è stata approvata con l.r. 2020, n. 8.
						€	73.606,78			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0025149	RIMBORSO SPESE A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE NON AUTOSUFFICIENZE, PER SERVIZI DIVERSI PER LA SPERIMENTAZIONE DEL MODELLO DI INTERVENTO IN MATERIA DI VITA INDIPENDENTE E INCLUSIONE NELLA SOCIETA' DELLE PERSONE CON DISABILITA'	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	80.000,00	0,00	0,00	La variazione é necessaria per iscrivere a bilancio sull'anno 2020 le risorse statali per progetti in materia di vita indipendente e inclusione nella società delle persone con disabilità riprogrammate dall'esercizio 2019 al fine di impegnare le somme da rimborsare al soggetto partner e poter liquidare l'acconto spettante sulle attività programmate
						€	80.000,00			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0025149	RIMBORSO SPESE A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE NON AUTOSUFFICIENZE, PER SERVIZI DIVERSI PER LA SPERIMENTAZIONE DEL MODELLO DI INTERVENTO IN MATERIA DI VITA INDIPENDENTE E INCLUSIONE NELLA SOCIETA' DELLE PERSONE CON DISABILITA'	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	0,00	160.000,00	0,00	La variazione é necessaria per iscrivere a bilancio le risorse statali quota 2014 (oggetto di riprogrammazione ai sensi art. 3 DPCM 27.11.2017) e quota 2018 (nuova assegnazione) per progetti in materia di vita indipendente ed inclusione nella società delle persone con disabilità per dare continuità al progetto "IO VADO" di cui al PD 7565/2018.
						€	0,00			
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0000791	TRASFERIMENTI CORRENTI AL CONSORZIO REGIONALE PESCA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA	24 02 00 - FLORA E FAUNA	C	20.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio la somma di euro 20.000,00 relativa alla riscossione dei versamenti pervenuti a titolo di tassa sulla pesca per la stagione 2020/2021.
						€	20.000,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTIC A	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	N.I. U0025172	TRASFERIMENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE PARITARIE DELL'INFANZIA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO LEGATI ALL'EMERGENZA COVID- 19	51 02 00 - POLITICHE EDUCATIVE	C	3.846,79	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per l'iscrizione dei fondi statali, ai sensi della L. 62/2000, per l'anno 2020, per l'acquisto di materiali per la pulizia straordinaria dei locali, nonche di dispositivi di protezione ed igiene personale sia per il personale sia per gli alunni in relazione all'emergenza Covid-19 per le paritarie dell'infanzia
						€	3.846,79			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	N.I. U0025171	TRASFERIMENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE PARITARIE PRIMARIE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO LEGATI ALL'EMERGENZA COVID- 19	51 02 00 - POLITICHE EDUCATIVE	C	2.649,67	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per l'iscrizione dei fondi statali, ai sensi della L. 62/2000, per l'anno 2020, per l'acquisto di materiali per la pulizia straordinaria dei locali, nonche di dispositivi di protezione ed igiene personale sia per il personale sia per gli alunni in relazione all'emergenza Covid- 19 per le paritarie primarie.
						€	2.649,67			
Totale						C	285.255,80	160.000,00	0,00	
						€	285.255,80			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
ENTRATA						
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - NTRATE CORRENTI DI NATURA TRIBUTARIA, CONTRIBUTIVA E PEREQUATIVA	101 - IMPOSTE TASSE E PROVENTI ASSIMILATI	147 - TASSA SULLA CONCESSIONE PER LA CACCIA E PER LA PESCA	C	20.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	C	86.496,46	160.000,00	0,00
			SC	86.496,46	160.000,00	0,00
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	C	73.606,78	0,00	0,00
			SC	73.606,78	0,00	0,00
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	500 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	C	105.152,56	0,00	0,00
			SC	105.152,56	0,00	0,00
			C	285.255,80	160.000,00	0,00
			SC	265.255,80	160.000,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui entrate non ricorrenti

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	3.846,79	0,00	0,00
			SC	3.846,79	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	2.649,67	0,00	0,00
			SC	2.649,67	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	C	178.759,34	0,00	0,00
			SC	178.759,34	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	80.000,00	160.000,00	0,00
			SC	80.000,00	160.000,00	0,00
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	20.000,00	0,00	0,00
			SC	20.000,00	0,00	0,00
			C	285.255,80	160.000,00	0,00
			SC	285.255,80	160.000,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
ENTRATA						
TITOLO	TIPOLOGIA		IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - NTRATE CORRENTI DI NATURA TRIBUTARIA, CONTRIBUTIVA E PEREQUATIVA	101 - IMPOSTE TASSE E PROVENTI ASSIMILATI		C	20.000,00	0,00	0,00
			€	20.000,00		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE		C	86.496,46	160.000,00	0,00
			€	86.496,46		
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI		C	178.759,34	0,00	0,00
			€	178.759,34		
			C	285.255,80	160.000,00	0,00
			€	285.255,80		

C = Competenza

€ = Cassa

4040

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	1 - SPESE CORRENTI	C	3.846,79	0,00	0,00
			€	3.846,79		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	2.649,67	0,00	0,00
			€	2.649,67		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	2 - SPESE IN CONTO CAPITALE	C	178.759,34	0,00	0,00
			€	178.759,34		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	1 - SPESE CORRENTI	C	80.000,00	160.000,00	0,00
			€	80.000,00		
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	1 - SPESE CORRENTI	C	20.000,00	0,00	0,00
			€	20.000,00		
			C	285.255,80	160.000,00	0,00
			€	285.255,80		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
ENTRATE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 01	NTRATE CORRENTI DI NATURA TRIBUTARIA, CONTRIBUTIVA E PEREQUATIVA					
TITOLO 101	IMPOSTE TASSE E PROVENTI ASSIMILATI	residui presunti				
		previsione di competenza		20.000,00		
		previsione di cassa		20.000,00		
TOTALE TITOLO	NTRATE CORRENTI DI NATURA TRIBUTARIA, CONTRIBUTIVA E PEREQUATIVA	residui presunti				
		previsione di competenza		20.000,00		
		previsione di cassa		20.000,00		
MISSIONE 02	TRASFERIMENTI CORRENTI					
TITOLO 101	TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		86.496,46		
		previsione di cassa		86.496,46		
TOTALE TITOLO	TRASFERIMENTI CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		86.496,46		
		previsione di cassa		86.496,46		
MISSIONE 04	ENTRATE IN CONTO CAPITALE					
TITOLO 200	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		178.759,34		
		previsione di cassa		178.759,34		
TOTALE TITOLO	ENTRATE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		178.759,34		
		previsione di cassa		178.759,34		
TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA		residui presunti				
		previsione di competenza		285.255,80	0,00	
		previsione di cassa		285.255,80	0,00	

4042

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
ENTRATE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0401 PROGRAMMA	ISTRUZIONE PRESCOLASTICA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		3.846,79		
		previsione di cassa		3.846,79		
TOTALE PROGRAMMA	ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	residui presunti				
		previsione di competenza		3.846,79		
		previsione di cassa		3.846,79		
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		2.649,67		
		previsione di cassa		2.649,67		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		2.649,67		
		previsione di cassa		2.649,67		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		6.496,46		
		previsione di cassa		6.496,46		

4044

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 10	TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'					
1005 PROGRAMMA	VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI					
TITOLO 2	SPESE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		178.759,34		
		previsione di cassa		178.759,34		
TOTALE PROGRAMMA	VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	residui presunti				
		previsione di competenza		178.759,34		
		previsione di cassa		178.759,34		
TOTALE MISSIONE	TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		178.759,34		
		previsione di cassa		178.759,34		
MISSIONE 12	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA					
1202 PROGRAMMA	INTERVENTI PER LA DISABILITA'					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		80.000,00		
		previsione di cassa		80.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	INTERVENTI PER LA DISABILITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		80.000,00		
		previsione di cassa		80.000,00		
TOTALE MISSIONE	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	residui presunti				
		previsione di competenza		80.000,00		
		previsione di cassa		80.000,00		

4045

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 16	AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA					
1602 PROGRAMMA	CACCIA E PESCA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		20.000,00		
		previsione di cassa		20.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	CACCIA E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		20.000,00		
		previsione di cassa		20.000,00		
TOTALE MISSIONE	AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		20.000,00		
		previsione di cassa		20.000,00		
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		285.255,80	0,00	
		previsione di cassa		285.255,80	0,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

4046

Deliberazione 31 luglio 2020, n. 681.

Variazioni al bilancio di previsione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 per spostamenti tra le dotazioni di missioni e programmi riguardanti le spese per il personale.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dagli allegati alla presente deliberazione;
2. di disporre, ai sensi dell'art. 29, c. 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel bollettino ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 681 du 31 juillet 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du virement de crédits entre les chapitres relatifs aux missions et aux programmes concernant les dépenses de personnel.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes de la présente délibération.
2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023782	FONDO PER LE NUOVE ASSUNZIONI A TEMPO DETERMINATO DI PERSONALE REGIONALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-34.450,00	-31.300,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire dal Fondo per le nuove assunzioni a tempo determinato di personale regionale agli appositi capitoli di spesa sulle missioni e programmi interessati le risorse necessarie al pagamento di retribuzioni e relativi oneri per personale assunto a tempo determinato
						€	-34.450,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023482	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.250,00	6.600,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	7.250,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023484	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.150,00	1.950,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	2.150,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023481	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	25.050,00	22.750,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	25.050,00			
Totale						C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	32.300,00	29.350,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.150,00	1.950,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-34.450,00	-31.300,00	0,00
			SC	-34.450,00	-31.300,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	-34.450,00	-31.300,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	1 - SPESE CORRENTI	C	34.450,00	31.300,00	0,00
			€	34.450,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-34.450,00	-31.300,00	0,00
			€	-34.450,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 14	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'					
1401 PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		34.450,00		
		previsione di cassa		34.450,00		
TOTALE PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	residui presunti				
		previsione di competenza		34.450,00		
		previsione di cassa		34.450,00		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		34.450,00		
		previsione di cassa		34.450,00		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-34.450,00	
		previsione di cassa			-34.450,00	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-34.450,00	
		previsione di cassa		0,00	-34.450,00	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-34.450,00	
		previsione di cassa		0,00	-34.450,00	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		34.450,00	-34.450,00	
		previsione di cassa		34.450,00	-34.450,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

4053

Deliberazione 31 luglio 2020, n. 686.

Approvazione delle disposizioni per l'attuazione della misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali" di cui all'articolo 8 della legge regionale 5/2020, con riferimento alla proroga ai mesi di aprile e maggio 2020 disposta dall'art. 67, comma 4 della l.r. 8/2020. Prenotazione di spesa.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare le disposizioni per l'attuazione della misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali", di cui all'articolo 8 della l.r. 5/2020, con riferimento alla proroga ai mesi di aprile e maggio 2020 disposta dall'articolo 67, comma 4 della l.r. 8/2020 allegata alla presente deliberazione, per costituirne parte integrante;
2. di dare atto che l'indennizzo di cui al punto 1, con riferimento ai mesi di aprile e maggio 2020, è concesso a domanda secondo l'ordine cronologico di ricevimento (data e ora) sulla piattaforma informatica di cui all'articolo 11 della l.r. 5/2020, sulla base dei dati auto-dichiarati dai richiedenti in possesso dei requisiti previsti dalla misura;
3. di stabilire che le domande per beneficiare dell'indennizzo relativo ai mesi di aprile e di maggio della misura di cui al punto 1, potranno essere presentate sino al 15 settembre 2020;
4. di dare atto che, ferma restando la disciplina in materia di controlli sulla veridicità delle dichiarazioni rese e di sanzioni in caso di dichiarazioni omesse o mendaci, al fine di garantire la massima celerità e semplificazione dei relativi procedimenti amministrativi, gli aiuti di cui alla presente deliberazione sono concessi sulla base dei dati auto-dichiarati dal richiedente attestanti il possesso dei requisiti, oggettivi e soggettivi, previsti ai fini dell'accesso all'indennizzo e di ogni altro requisito richiesto ai sensi della normativa vigente;
5. di dare atto che troveranno applicazione con riferimento alla misura di cui alla presente deliberazione le modalità di svolgimento dei controlli di cui all'allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 590/2020;
6. di dare atto che, fatto salvo quanto previsto al comma 7 dell'articolo 19 della l.r. 5/2020 e al comma 4 dell'articolo 61 della l.r. 8/2020, il raggiungimento del limite compless-

Délibération n° 686 du 31 juillet 2020,

portant approbation des dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 et prorogée au titre des mois d'avril et de mai 2020 par le quatrième alinéa de l'art. 67 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, ainsi que réservation de la dépense y afférente.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 et prorogée au titre des mois d'avril et de mai 2020 par le quatrième alinéa de l'art. 67 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, sont approuvées comme il appert de l'annexe faisant partie intégrante de la présente délibération.
2. L'aide au sens du point 1 est octroyée, au titre des mois d'avril et de mai 2020, suivant l'ordre chronologique (date et heure) de présentation des demandes y afférentes sur la plateforme télématique visée à l'art. 11 de la LR n° 5/2020, aux candidats remplissant les conditions requises et déclarées par ceux-ci dans leur demande.
3. Les demandes d'octroi de l'aide relevant de la mesure visée au point 1 au titre des mois d'avril et de mai 2020 doivent être déposées au plus tard le 15 septembre 2020.
4. Sans préjudice des dispositions en matière de contrôle de la véracité des déclarations ainsi que des sanctions prévues en cas d'omission de déclaration ou de déclaration mensongère, l'aide visée à la présente délibération est octroyée sur la base des données déclarées sur l'honneur par les demandeurs et attestant l'existence des conditions subjectives et objectives requises en vue de l'octroi de celle-ci, ainsi que de toute autre condition requise par les dispositions en vigueur, et ce, aux fins du maximum de rapidité et de simplicité des procédures y afférentes.
5. Les modalités de contrôle prévues par l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 590 du 10 juillet 2020 s'appliquent à la mesure visée à la présente délibération.
6. Sans préjudice des dispositions du septième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 5/2020 et du quatrième alinéa de l'art. 61 de la LR n° 8/2020, l'épuisement des crédits destinés

- sivo di spesa autorizzata per l'indennizzo di cui all'articolo 67, comma 4 della legge regionale 8/2020 è reso noto mediante comunicazione pubblicata nel sito istituzionale della Regione ed equivale, quanto agli effetti, alla comunicazione di cui all'articolo 11, comma 2, della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 (Nuove disposizioni in materia di procedimento amministrativo e di diritto di accesso ai documenti amministrativi);
7. di approvare per l'anno 2020 il rifinanziamento dell'articolo 8 della l.r. 5/2020 relativo alla misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali" per un importo di spesa pari a euro 2.000.000,00 (duemilioni/00), ai sensi del comma 7 dell'articolo 67 della l.r. 8/2020 e di prenotarla sul capitolo U0024902 "Trasferimenti correnti a titolo di indennizzo a lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali (Emergenza Covid-19)" del bilancio finanziario gestionale della Regione per il triennio 2020/2022 che presenta la necessaria disponibilità;
 8. di stabilire che i fondi già prenotati con DGR 464/2020 non utilizzati per il pagamento della medesima indennità relativa al mese di marzo 2020, andranno a ulteriore copertura dell'indennità di cui alla presente deliberazione relativa ai mesi di aprile e maggio 2020;
 9. di dare atto che le somme verranno erogate entro il 31/12/2020;
 10. di pubblicare il presente atto sul Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 686 in data 31 luglio 2020

DISPOSIZIONI PER L'ATTUAZIONE DELLA MISURA "INDENNIZZO AI LAVORATORI DIPENDENTI CHE BENEFICIANO DI AMMORTIZZATORI SOCIALI" DI CUI ALL'ARTICOLO 8 DELLA L.R. 5/2020, CON RIFERIMENTO ALLA PROROGA AI MESI DI APRILE E MAGGIO 2020 DISPOSTA DALL'ART. 67, COMMA 4 DELLA L.R. 8/2020.

A. PREMESSA

L'articolo 8 della legge regionale 5/2020 prevede un indennizzo di 200 euro a favore dei lavoratori dipendenti che hanno beneficiato nel mese di marzo 2020 degli ammortizzatori sociali previsti nel decreto-legge 18/2020, ivi compreso l'FSBA, per almeno sei giornate. Con l'articolo 67, comma 4 della l.r. 8/2020 tale indennizzo è stato prorogato ai mesi di aprile e maggio 2020, per lo stesso importo mensile (200 euro) e alle medesime condizioni, che devono essere soddisfatte dal beneficiario con riferimento al mese per cui presenta istanza di accesso al beneficio.

au financement de l'aide prévue par le quatrième alinéa de l'art. 67 de cette dernière fait l'objet d'une communication publiée sur le site institutionnel de la Région et vaut, de plein droit, communication au sens du deuxième alinéa de l'art. 11 de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs).

7. Aux fins du nouveau financement de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la LR n° 5/2020, une dépense de 2 000 000 d'euros (deux millions d'euros et zéro centime) est approuvée au titre de 2020, au sens du septième alinéa de l'art. 67 de la LR n° 8/2020, et réservée sur le chapitre U0024902 (Virements ordinaires en vue de l'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux – Urgence COVID-19) du budget de gestion 2020/2022 de la Région qui dispose des ressources nécessaires.
8. Les crédits déjà réservés par la délibération du Gouvernement régional n° 464 du 5 juin 2020 et non utilisés aux fins du versement de l'aide en cause au titre du mois de mars 2020 sont ajoutés aux crédits destinés à couvrir les aides accordées au sens de la présente délibération au titre des mois d'avril et de mai 2020.
9. L'aide en cause est versée au plus tard le 31 décembre 2020.
10. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 686 du 31 juillet 2020

DISPOSITIONS D'APPLICATION DE LA MESURE D'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS QUI BÉNÉFICIENT DES AMORTISSEURS SOCIAUX, VISÉE À L'ART. 8 DE LA LOI RÉGIONALE N° 5 DU 21 AVRIL 2020 ET PROROGÉE AU TITRE DES MOIS D'AVRIL ET DE MAI 2020 PAR LE QUATRIÈME ALINÉA DE L'ART. 67 DE LA LOI RÉGIONALE N° 8 DU 13 JUILLET 2020.

A. PRÉAMBULE

L'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 prévoit une aide de 200 euros pour les travailleurs salariés qui ont bénéficié, au cours du mois de mars 2020, des amortisseurs sociaux prévus par le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020, converti avec modifications par la loi n° 27 du 24 avril 2020, y compris les mesures du fonds de solidarité bilatéral de l'artisanat (FSBA), pendant au moins six journées. Le quatrième alinéa de l'art. 67 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020 a prorogé la mesure d'indemnisation en question au titre des mois d'avril et de mai 2020, pour le même montant (200 euros par mois) et

Con DGR 464/2020 sono state approvate le disposizioni in parola relative al mese di marzo 2020.

Il decreto legge 18/2020 (convertito con modificazioni dalla legge 27/2020) al Capo I (Estensione delle misure speciali in tema di ammortizzatori sociali per tutto il territorio nazionale) del Titolo II (Misure a sostegno del lavoro) prevede misure speciali a sostegno delle imprese e dei lavoratori in tema di ammortizzatori sociali, ed in particolare:

- Articolo 19 (Norme speciali in materia di trattamento ordinario di integrazione salariale e assegno ordinario) il quale ha previsto, per i datori di lavoro operanti su tutto il territorio nazionale che hanno dovuto interrompere o ridurre l'attività produttiva per eventi riconducibili all'emergenza epidemiologica da COVID-19, la possibilità di richiedere la concessione del trattamento ordinario di integrazione salariale (CIGO) o l'accesso all'assegno ordinario; i datori di lavoro che possono accedere a tali istituti sono quelli previsti dal d.lgs. 148/2015 e l'intervento ha causale "COVID-19 nazionale"; ai sensi del comma 5 del medesimo articolo l'assegno ordinario è concesso anche ai lavoratori dipendenti presso datori di lavoro iscritti al Fondo di integrazione salariale (FIS);
- Articolo 20 (Trattamento ordinario di integrazione salariale per le aziende che si trovano già in Cassa integrazione straordinaria) il quale prevede, per le imprese che alla data del 23 febbraio 2020 hanno in corso un trattamento di integrazione salariale straordinario e che devono sospendere il programma di CIGS a causa dell'interruzione dell'attività produttiva per effetto dell'emergenza epidemiologica da Covid-19, la possibilità di accedere al trattamento di integrazione salariale di cui all'articolo 19, qualora dette aziende rientrino anche nella disciplina delle integrazioni salariali ordinarie, ai sensi dell'art. 10 del d.lgs. 148/2015 (l'intervento in questo caso ha causale "COVID-19 nazionale – sospensione CIGS); in caso contrario possono presentare domanda di cassa integrazione in deroga ai sensi dell'articolo 22, sotto riportato;
- Articolo 21 (Trattamento di assegno ordinario per i datori di lavoro che hanno trattamenti di assegni di solidarietà in corso) il quale prevede che i datori di lavoro, iscritti al Fondo di integrazione salariale (FIS) e che hanno in corso alla data del 23 febbraio 2020 un assegno di solidarietà, possono presentare domanda di assegno ordinario;

secondo le stesse condizioni, che devono essere soddisfatte dal richiedente al titolo del mese per il quale presenta la domanda d'aiuto.

La deliberazione del Gouvernement régional n° 464 du 5 juin 2020 a approuvé les dispositions valables au titre du mois de mars 2020.

Le DL n° 18/2020 prévoit, au chapitre premier (Extension des mesures spéciales d'amortissement social à l'ensemble du territoire national) de son titre II (Mesures d'aides à l'emploi), des mesures spéciales d'amortissement social à l'intention des entreprises et des travailleurs. Dans le détail :

- l'art. 19 (Dispositions spéciales en matière d'indemnité de chômage technique et d'allocation ordinaire) prévoit, pour les employeurs qui œuvrent sur le territoire national et ont dû interrompre ou réduire leur activité productive en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, la faculté de demander, pour leurs salariés, l'indemnité de chômage technique au titre de la caisse de complément salarial ordinaire (*Cassa integrazione guadagni ordinaria - CIGO*) ou l'allocation ordinaire. Ont vocation à présenter leur demande, qui doit porter la mention « COVID-19 nationale », les employeurs prévus par le décret législatif n° 148 du 14 septembre 2015. Au sens du cinquième alinéa dudit article, l'allocation ordinaire peut également être accordée aux salariés des employeurs inscrits au fonds de complément salarial (*Fondo d'integrazione salariale - FIS*) ;
- l'art. 20 (Indemnité de chômage technique au titre de la caisse de complément salarial pour les salariés des entreprises qui bénéficient déjà des prestations de la caisse de complément salarial extraordinaire) prévoit que les entreprises qui à la date du 23 février 2020 bénéficiaient déjà des prestations de la caisse de complément salarial extraordinaire (*Cassa integrazione guadagni straordinaria - CIGS*) et ont dû suspendre celles-ci du fait de l'interruption de leur activité productive en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19 puissent demander, pour leurs salariés, l'indemnité de chômage technique ordinaire visée à l'art. 19, à condition qu'elles tombent sous le coup de la réglementation y afférente, au sens de l'art. 10 du décret législatif n° 148/2015. En cette occurrence, la demande doit porter la mention « COVID-19 nationale – suspension CIGS ». Si les entreprises ne tombent pas sous le coup de ladite réglementation, elles peuvent demander le recours à la caisse de complément salarial par dérogation (*Cassa integrazione guadagni in deroga - CIGD*) au sens de l'art. 22 cité ci-après ;
- l'art. 21 (Allocation ordinaire pour les salariés qui bénéficient d'une allocation de solidarité) prévoit que les employeurs qui sont inscrits au FIS et dont les salariés bénéficiaient, à la date du 23 février 2020, d'une allocation de solidarité puissent demander pour ceux-ci l'allocation ordinaire ;

- Articolo 22 (Nuove disposizioni per la cassa integrazione in deroga) il quale prevede, in conseguenza dell'emergenza epidemiologica da COVID-19, che le Regioni e le Province autonome interessate possono riconoscere trattamenti di cassa integrazione salariale in deroga (CIGD) per la durata della sospensione del rapporto di lavoro, per un periodo non riconosciuti, per i quali non trovano applicazione le tutele previste dalle vigenti disposizioni in materia di sospensione o riduzione di orario, in costanza di rapporto di lavoro; le prestazioni di cui al presente articolo sono concesse con decreto delle Regioni e delle Province autonome interessate.

Il D.L. 19 maggio 2020, n. 34 (Misure urgenti in materia di salute, sostegno al lavoro e all'economia, nonché di politiche sociali connesse all'emergenza epidemiologica da COVID-19), convertito, con modificazioni dall'articolo 1, comma 1 della legge 17 luglio 2020, n. 77, e in particolare, gli articoli da 68 a 71 riguardano gli ammortizzatori sociali con la causale "emergenza COVID-19"; questo intervento normativo ha ampliato i periodi massimi di possibile fruizione degli ammortizzatori e, contestualmente, ha incrementato le risorse rese disponibili a tale scopo.

Si richiama anche il decreto-legge 16 giugno, n. 52 recante "Ulteriori misure in materia di integrazione salariale, nonché proroga dei termini in materia di reddito di emergenza e di emersione di rapporti di lavoro" che ha dettato delle disposizioni di dettaglio nella medesima materia.

Le disposizioni per i lavoratori di cui all'articolo dell'articolo 8 della l.r. 5/2020 si applicano anche ai lavoratori dipendenti titolari di rapporti di lavoro con datori iscritti al Fondo di Solidarietà Bilaterale per l'Artigianato (FSBA) che ha previsto uno specifico intervento connesso a sospensioni dell'attività aziendale determinate dall'emergenza epidemiologica da COVID-19, attraverso la sottoscrizione di un accordo interconfederale in data 26 febbraio 2020, e che ha deliberato un piano speciale di sostegno al reddito ex articolo 19 del d.l. 18/2020, integrato da successive determinazioni di recepimento delle nuove legislative in materia di integrazione salariale.

La Regione autonoma Valle d'Aosta, con deliberazione della Giunta regionale n. 239 in data 30 marzo 2020 recante "Preso d'atto, a ratifica, dell'Accordo quadro con le parti sociali per la concessione della cassa integrazione in deroga, legata all'emergenza Covid-19." ha ratificato un accordo quadro per dare attuazione a quanto stabilito dall'articolo 22 del decreto legge 17 marzo 2020, n. 18 relativamente alla concessione del trattamento di cassa integrazione in deroga.

B. REQUISITI DEI BENEFICIARI

Il comma 1 dell'articolo 8 della l.r. 5/2020 ammette all'inden-

- l'art. 22 (Nouvelles dispositions en matière de caisse de complément salarial par dérogation) prévoit que les Régions et les Provinces autonomes puissent, en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, accorder le recours à la CIGD au titre de toute la période de suspension du rapport de travail (neuf semaines au plus) pour les employeurs du secteur privé – y compris les employeurs des secteurs de l'agriculture et de la pêche et du troisième secteur, ainsi que les organismes religieux reconnus par l'État – qui ne peuvent bénéficier des avantages prévus par les dispositions en matière de suspension ou de réduction de l'horaire de travail ; les mesures en cause sont accordées par des arrêtés des organes compétents des Régions et des Provinces autonomes concernées.

Le décret-loi n° 34 du 19 mai 2020 (Mesures urgentes en matière de santé, de soutien au travail et à l'économie, ainsi que de politiques sociales dérivant de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), converti avec modifications par le premier alinéa de l'art. 1^{er} de la loi n° 77 du 17 juillet 2020, et notamment les articles de 68 à 71 de celui-ci concernent les amortisseurs sociaux portant la mention « Emergencia COVID-19 » ; cette disposition a prorogé les délais pendant lesquels il est possible de bénéficier desdits amortisseurs et a augmenté les ressources financières disponibles à cet effet.

Le décret-loi n° 52 du 16 juin 2020 (Mesures supplémentaires en matière de complément salarial et prorogation des délais en matière de revenu d'urgence et de régularisation du travail) a approuvé des dispositions détaillées sur le même thème.

Les dispositions de l'art. 8 de la LR n° 5/2020 s'appliquent également aux travailleurs salariés titulaires d'un contrat de travail avec des employeurs inscrits au FBSA, dans le cadre duquel une mesure spéciale liée à la suspension de l'activité des entreprises en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19 a été prévue par un accord inter-confédéral signé le 26 février 2020 et un plan spécial de soutien du revenu a été ensuite délibéré au sens de l'art. 19 du décret-loi n° 18/2020 et complété par les actes de transposition des dispositions législatives en matière de complément salarial.

Par la délibération du Gouvernement régional n° 239 du 30 mars 2020, la Région autonome Vallée d'Aoste a ratifié l'accord-cadre avec les partenaires sociaux pour l'octroi des prestations de la CIGD en raison de l'urgence liée à la COVID-19, aux fins de l'application des dispositions de l'art. 22 du DL n° 18/2020 en matière de CIGD.

B. CONDITIONS REQUISES

Au sens du premier alinéa de l'art. 8 de la LR n° 5/2020, l'aide

nizzo, previsto dal medesimo articolo e prorogato per il mese di aprile e maggio 2020, i lavoratori dipendenti (cioè coloro che si impegnano, per effetto di un contratto, in cambio di una retribuzione (stipendio), a prestare il proprio lavoro intellettuale o manuale alle dipendenze e sotto la direzione di un soggetto detto “datore di lavoro”. Costui impartisce le istruzioni al dipendente e s'impegna a fornirgli le materie prime e gli strumenti necessari allo svolgimento della prestazione lavorativa) che soddisfano i seguenti requisiti:

- essere residenti in Valle d'Aosta nel mese (aprile e/o maggio 2020) per il quale è presentata la domanda di indennizzo;
- aver beneficiato nel mese (aprile e/o maggio 2020) per il quale è presentata la domanda di indennizzo per almeno sei giornate degli ammortizzatori sociali descritti alla lettera A.

C. SPECIFICHE

C.1 I lavoratori dipendenti possono essere titolari:

- di un contratto di lavoro sia a tempo indeterminato che determinato;
- di un contratto di lavoro a tempo parziale; nel qual caso l'indennizzo è proporzionalmente ridotto alla percentuale di orario parziale.

C.2 Al fine del computo delle sei giornate necessarie per poter accedere all'indennizzo, si precisa quanto segue:

- il requisito si intende soddisfatto in tutti i casi in cui il lavoratore dipendente attesti di aver beneficiato degli ammortizzatori sociali sopra descritti nel mese (aprile e/o maggio) per il quale richiede l'indennizzo per almeno sei giornate intere, intendendo per “giornata intera” quella costituita da tutte le ore di lavoro previste contrattualmente per quella giornata;
- laddove il lavoratore dipendente non abbia beneficiato degli ammortizzatori sociali in parola per almeno sei giornate intere, ma comunque per più giornate nel mese (aprile e/o maggio) solamente per una quota parte dell'orario di lavoro giornaliero, il requisito si intende comunque soddisfatto se complessivamente il medesimo lavoratore attesti di aver beneficiato complessivamente nel mese (aprile e/o maggio) per il quale intende presentare la domanda di indennizzo, indipendentemente dall'orario di lavoro, di almeno 40 ore totali (confrontabili con 6 giornate di lavoro) di uno degli ammortizzatori sociali sopra rappresentati;
- tale requisito è richiesto indifferentemente per tutte le tipologie contrattuali compresi i lavoratori a tempo parziale e i lavoratori a chiamata;

prévues par ce dernier et prorogées au titre des mois d'avril et de mai 2020 peut être accordée aux travailleurs salariés – soit les travailleurs qui, en vertu d'un contrat et en contrepartie d'un traitement, s'engagent à exécuter un travail intellectuel ou manuel pour le compte et sous la direction d'un employeur, qui, de son côté, leur donne des instructions et s'engage à leur fournir les matières premières et les équipements nécessaires à l'exécution dudit travail – qui remplissent les conditions suivantes :

- étaient résidents en Vallée d'Aoste pendant chaque mois au titre duquel la demande d'aide est présentée (avril et/ou mai 2020) ;
- ont bénéficié, au cours de chaque mois au titre duquel la demande d'aide est présentée (avril et/ou mai 2020), des ammortisseurs sociaux visés sous A, pendant au moins six journées.

C. PRÉCISIONS

C.1 Les salariés concernés peuvent être titulaires :

- d'un contrat de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée ;
- d'un contrat à temps partiel ; en cette occurrence, l'aide en cause est réduite proportionnellement au pourcentage de temps de travail.

C.2 Aux fins du calcul des six journées nécessaires pour pouvoir bénéficier de l'aide en cause, il est précisé ce qui suit :

- cette condition est considérée comme respectée si le travailleur atteste avoir bénéficié des ammortisseurs sociaux susmentionnés pendant au moins six journées entières au cours de chaque mois au titre duquel il présente sa demande d'aide (avril et/ou mai 2020) ; l'on entend par « journée entière » une journée pendant laquelle le salarié a travaillé toutes les heures prévues par le contrat ;
- si le travailleur a bénéficié des ammortisseurs sociaux susmentionnés non pas pendant au moins six journées entières mais uniquement au titre d'une partie de son temps de travail journalier et pendant plus de six jours, la condition en cause est considérée comme respectée si le travailleur atteste avoir bénéficié, au cours de chaque mois au titre duquel il présente sa demande d'aide (avril et/ou mai 2020) et indépendamment de son horaire de travail, de l'un des ammortisseurs sociaux susdits au titre de quarante heures au total, considérées comme équivalentes à six journées de travail ;
- la condition en cause doit être respectée quel que soit le type de contrat de travail, y compris les contrats à temps partiel et par voie de convocation ;

- laddove il lavoratore sia titolare di più contratti di lavoro nel mese (aprile e/o maggio) per il quale intende presentare la domanda di indennizzo, il requisito in parola può essere soddisfatto cumulando di tali contratti o le giornate intere, come sopra specificato, o le ore, che devono risultare almeno 40, in cui ha beneficiato di ammortizzatori sociali.

C.3 Nel caso di interruzione, per qualsivoglia causa, nel corso del mese (aprile e/o maggio) per il quale si intende presentare la domanda di indennizzo, dell'erogazione al lavoratore di uno degli ammortizzatori di cui alla lettera A, il lavoratore stesso conserva il diritto di accedere all'indennizzo in discorso se ha raggiunto nel mese considerato il requisito minimo di aver beneficiato nel mese stesso (aprile e/o maggio) di almeno sei giornate di un ammortizzatore sociale nelle modalità di cui alla lettera C.2. Ciò vale anche nel caso di più contratti anche con datori di lavoro diversi succedutisi nel medesimo mese.

C.4 Nel caso in cui il lavoratore dipendente sia titolare di più contratti di lavoro dipendente contemporanei anche con più datori di lavoro che usufruiscono degli ammortizzatori sociali, si precisa quanto segue:

- nel caso in cui il lavoratore usufruisca di ammortizzatori sociali di cui alla lettera A per solo un contratto di lavoro, questi può accedere all'indennizzo, se soddisfa i requisiti di accesso al beneficio, inserendo i dati del contratto medesimo;
- nel caso in cui il lavoratore usufruisca di ammortizzatori sociali di cui alla lettera A per più contratti di lavoro, il medesimo deve inserire i dati di tutti i contratti di cui è titolare.

C.5 Nel caso di modifica della percentuale di lavoro eventualmente intervenuta nei mesi di aprile e maggio 2020, rileva la percentuale di lavoro inizialmente prevista all'inizio di ogni mese; ciò vale anche nel caso di contratti succedutisi nel tempo anche con datori di lavoro diversi.

C.6 I lavoratori dipendenti non residenti nei mesi di aprile e/o maggio in un comune della Valle d'Aosta contrattualizzati con un datore di lavoro che ha sede in Valle d'Aosta non possono accedere all'indennizzo relativamente al mese che non soddisfa il requisito.

D. INDENNIZZO

D.1 L'indennizzo previsto dalla misura di cui all'articolo 8 della l.r. 5/2020, prorogato ai mesi di aprile e maggio 2020 dall'articolo 67, comma 4 della l.r. 8/2020, è di 200 euro per ogni mese di aprile e/o maggio in cui si soddisfano i requisiti di cui al punto B.

- si le travailleur était titulaire de plusieurs contrats de travail au cours de chaque mois au titre duquel il présente sa demande d'aide (avril et/ou mai 2020), il peut remplir la condition en cause en cumulant les journées entières ou les heures de travail (quarante au moins) pour lesquelles il a bénéficié des ammortisseurs susmentionnés au titre des différents contrats.

C.3 En cas d'interruption, pour quelque raison que ce soit, au cours de chaque mois au titre duquel la demande d'aide est présentée (avril et/ou mai 2020), du versement de l'un des ammortisseurs sociaux visés sous A, le travailleur conserve le droit de percevoir l'aide en cause s'il a bénéficié, pendant six journées au moins au cours du mois d'avril et/ou de mai 2020, des ammortisseurs sociaux selon les modalités visées sous C.2. La présente disposition est également applicable au travailleur qui a été titulaire, au cours du mois pris en compte aux fins de l'octroi de l'aide, de plusieurs contrats, éventuellement avec des employeurs différents.

C.4 Pour ce qui est des salariés titulaires de plusieurs contrats en même temps avec des employeurs qui ont eu recours aux ammortisseurs sociaux, il est précisé ce qui suit :

- si le salarié bénéficie des ammortisseurs sociaux visés sous A au titre d'un contrat de travail uniquement, il doit indiquer dans sa demande d'aide les données relatives audit contrat ;
- si le salarié bénéficie des ammortisseurs sociaux visés sous A au titre de plusieurs contrats de travail, il doit indiquer dans sa demande d'aide les données relatives à tous les contrats dont il est titulaire.

C.5 Au cas où le pourcentage de travail du salarié aurait été modifié au cours du mois d'avril ou de mai 2020, c'est le pourcentage prévu au début de chaque mois qui est pris en compte, même en cas de plusieurs contrats, éventuellement avec des employeurs différents.

C.6 Les travailleurs qui au mois d'avril et/ou de mai 2020 ne résidaient pas dans l'une des communes valdôtaines n'ont pas le droit de bénéficier de l'aide en cause pour le mois pendant lequel cette condition n'est pas respectée, même si leur employeur a son siège social en Vallée d'Aoste.

D. MONTANT DE L'AIDE

D.1 Le montant de l'aide visée à l'art. 8 de la LR n° 5/2020 et prorogée au titre des mois d'avril et de mai 2020 par le quatrième alinéa de l'art. 67 de la LR n° 8/2020 se chiffre à 200 euros pour chaque mois (avril et/ou mai) pendant lequel les conditions visées à la lettre B3 sont remplies.

D.2 L'indennizzo di cui alla lettera D.1 è corrisposto per l'intero importo sia nei casi di sospensione dell'attività che nei casi di riduzione di orario di lavoro.

D.3 Nel caso di contratti di lavoro part time, l'indennizzo mensile è proporzionalmente ridotto, alla percentuale di orario parziale che potrà essere calcolata anche eventualmente sommando le percentuali di part time relative a più contratti contemporanei di cui il soggetto è titolare per il medesimo mese.

D.4 Nel caso di contratto a chiamata l'indennizzo è concesso, fatto salvo il requisito di cui al punto C.2., in proporzione ai giorni di cassa integrazione richiesti dal datore di lavoro relativi al mese (aprile e/o maggio) per il quale intende presentare la domanda di indennizzo, considerando "mese intero" le ventisei giornate, cioè si applicano, mensilmente, le seguenti formule:

numero di giornate = numero totale di ore beneficiate di ammortizzatori sociali nel mese di riferimento (aprile e/o maggio 2020)/6,67

importo mensile dovuto dell'indennizzo: 200 euro/26 x numero di giornate calcolate secondo la precedente formula.

E. COMPATIBILITÀ TRA ISTITUTI

E.1 L'indennizzo di cui al presente articolo non è concedibile ai soggetti beneficiari dell'indennizzo di cui all'articolo 7 della medesima legge regionale 5/2020, relativamente al mese di aprile.

Deliberazione 5 agosto 2020, n. 715.

Approvazione del Bando "Soluzioni Fase 2" a favore di imprese industriali e artigiane per la realizzazione di progetti di ricerca e sviluppo e progetti innovativi, ai sensi delle leggi regionali 84/1993 e 6/2003. Prenotazione di spesa.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare il "Bando Soluzioni Fase 2" a favore di imprese industriali per la realizzazione di soluzioni finalizzate al contrasto dell'epidemia da COVID-19 nell'ambito della Strategia di specializzazione intelligente della Valle d'Aosta, nel testo di cui all'allegato A, che fa

D.2 L'aide visée ci-dessus est versée entièrement tant en cas de suspension de l'activité qu'en cas de réduction de l'horaire du travail.

D.3 Pour les travailleurs sous contrat de travail à temps partiel, le montant de l'aide mensuelle est réduit proportionnellement au pourcentage de temps de travail. En cas de plusieurs contrats au titre du même mois, ledit pourcentage correspond à la somme des pourcentages de temps de travail prévus par lesdits contrats.

D.4 Les travailleurs titulaires d'un contrat de travail par voie de convocation peuvent bénéficier de l'aide en cause à condition qu'ils remplissent la condition visée sous C.2 et proportionnellement aux journées de chaque mois au titre duquel la demande d'aide est présentée (avril et/ou mai 2020) pour lesquelles l'employeur a demandé le recours à la caisse de complément salarial, un mois entier correspondant à vingt-six jours de travail. Aux fins du calcul du nombre de journées et du montant de l'aide, il est fait application des formules suivantes au titre de chaque mois :

nombre de journées = nombre d'heures au titre desquelles le recours aux amortisseurs sociaux a été demandé au cours du mois de référence (avril et/ou mai 2020)/6,67 ;

montant de l'aide mensuelle = 200 euros/26 x nombre de journées calculé suivant la formule ci-dessus.

E. CUMUL

E.1 Au titre du mois d'avril, l'aide en cause ne peut être octroyée aux bénéficiaires de celle prévue par l'art. 7 de la LR n° 5/2020.

Délibération n° 715 du 5 août 2020,

portant approbation de l'appel à projets dénommé « Solutions Fase 2 » et destiné aux entreprises industrielles et artisanales en vue de la réalisation de projets de recherche et de développement et de projets d'innovation, aux termes des lois régionales n°s 84 du 7 décembre 1993 et 6 du 31 mars 2003, ainsi que réservation de la dépense y afférente.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. L'appel à projets dénommé « Solutions Fase 2 » et destiné aux entreprises industrielles en vue de la réalisation de solutions visant à lutter contre l'épidémie de COVID-19 est approuvé dans le cadre de la stratégie de spécialisation intelligente de la Région autonome Vallée d'Aoste tel qu'il

parte integrante della presente deliberazione;

2. di demandare al dirigente della Struttura ricerca, innovazione, internazionalizzazione e qualità e al dirigente della Struttura attività produttive e cooperazione le eventuali modifiche che si rendessero necessarie al Bando approvato con la presente deliberazione, anche a seguito dell'approvazione di nuove norme regionali, nazionali o di regolamenti comunitari da parte delle competenti autorità in risposta all'emergenza COVID-19 e finalizzate ad introdurre condizioni migliorative per i beneficiari delle misure previste dal Bando sopraccitato;
3. di dare atto che gli aiuti di Stato previsti dal Bando sono concessi nel rispetto del "Quadro Temporaneo per le misure di aiuti di stato a sostegno dell'economia nell'attuale emergenza COVID-19" e del Regolamento (UE) n. 1407/2013 della Commissione del 18 dicembre 2013 relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del Trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti «de minimis».

"L'allegato alla deliberazione è disponibile al seguente link: Portale_impresa/Sostegno_alle_impresa/avvisi_bandi_inviti/avvisi_bandi_inviti_aperti_i.aspx"

AVVISI E COMUNICATI

ASSESSORATO DELLE FINANZE, ATTIVITÀ PRODUTTIVE E ARTIGIANATO

Avviso di avvenuto deposito dell'istanza di autorizzazione unica per la realizzazione di un impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Chevrère et Montjovet e centrale di produzione in loc. Fiusey, nel comune di MONTJOVET.

Ai sensi dell'art. 52 della legge regionale 25 maggio 2015, n. 13 (Disposizioni per l'adempimento degli obblighi della Regione autonoma Valle d'Aosta derivanti dall'appartenenza dell'Italia all'Unione Europea), è stata presentata presso la Regione Autonoma Valle d'Aosta, Assessorato Finanze, Attività produttive ed Artigianato, Struttura risparmio energetico, Sviluppo fonti rinnovabili e Mobilità sostenibile, con sede in Aosta, Piazza della Repubblica n. 15, un'istanza di autorizzazione unica per la realizzazione di un Impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Chevrère et Montjovet e centrale di produzione in località Fiusey, nel comune di MONTJOVET, comprendente la linea elettrica di connessione dell'impianto alla rete di distribuzione tramite realizzazione di una nuova cabina di consegna collegata in derivazione rigida a T su linea MT esistente "MONTJOVET (Linea 868).

L'approvazione dell'autorizzazione unica di cui sopra com-

appert de l'annexe A faisant partie intégrante de la présente délibération.

2. Les dirigeants des structures « Recherche, innovation, internationalisation et qualité » et « Activités productives et coopération » sont chargés d'apporter à l'appel à projets approuvé par la présente délibération les éventuelles modifications qui s'avèreraient nécessaires à la suite entre autres de l'approbation, de la part des autorités compétentes, de nouvelles dispositions régionales, étatiques ou européennes visant à faire face à la situation d'urgence provoquée par la COVID-19 et à introduire de meilleures conditions pour les bénéficiaires des mesures prévues par ledit appel à projets.
3. Les aides d'État prévues par l'appel à projets en cause sont octroyées dans le respect de l'encadrement temporaire des aides d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte de la flambée de COVID-19 et du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

L'annexe de la présente délibération est publiée à l'adresse https://www.regionevda.it/Portale_impresa/Sostegno_alle_impresa/avvisi_bandi_inviti/avvisi_bandi_inviti_aperti_i.aspx

AVIS ET COMMUNIQUÉS

ASSESSORAT DES FINANCES, DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET DE L'ARTISANAT

Avis de dépôt d'une demande d'autorisation unique en vue de la réalisation d'une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Chevrère et Montjovet à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique pour alimenter la centrale située au Fiusey, dans la commune de MONTJOVET.

Aux termes de l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 (Disposizioni pour l'exécution des obligations de la Région autonome Vallée d'Aoste découlant de l'appartenance de l'Italie à l'Union européenne), une demande d'autorisation unique en vue de la réalisation d'une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Chevrère et Montjovet à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique pour alimenter la centrale située au Fiusey, dans la commune de MONTJOVET, et comprenant la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution par la réalisation d'un nouveau poste de livraison relié en T à la ligne MT existante Montjovet (ligne n° 868), a été déposée à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » de l'Assessorat régional des finances, des activités productives et de l'artisanat – Aoste, 15, place de la République.

Conformément à la demande présentée par le promoteur, la

porterà, in base alla richiesta formulata dal soggetto proponente, la dichiarazione di pubblica utilità dell'impianto e delle opere connesse.

La struttura competente per il procedimento è la Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile dell'Assessorato finanze, attività produttive ed artigianato; il "responsabile del procedimento" è il dirigente della medesima Struttura ed il soggetto "responsabile dell'istruttoria" è il Sig. Stefano MARCIAS.

Ai sensi della legge regionale 28 aprile 2011, n. 8 (Nuove disposizioni in materia di elettrodotti), chiunque abbia interesse può presentare per iscritto osservazioni alla Struttura di cui sopra, entro trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

Il Dirigente
Massimo BROCCOLATO

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

Comune di CHAMPORCHER. Deliberazione 29 luglio 2020 n. 20.

Variante sostanziale generale al PRG. Esame e accoglimento delle proposte di modificazioni da parte della Giunta regionale comportante l'approvazione definitiva ai sensi dell'art. 15 della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis
delibera

1. di accogliere le modificazioni proposte dalla Giunta regionale con deliberazione n. 658 del 24.07.2020, ai sensi dell'articolo 15, comma 12 lettera c) della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11, alla variante sostanziale del PRG adottato dal Comune di Champorcher così come descritto nelle premesse;
2. di dare atto che l'accoglimento delle modificazioni da parte del Comune comporta l'approvazione definitiva della variante sostanziale ai sensi dell'art. 15 comma 13 della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11.
3. di dare atto che la variante sostanziale assume efficacia con la pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione della dichiarazione con la quale il Comune interessato attesta l'accoglimento delle proposte di modificazione della Giunta regionale.

délivrance de l'autorisation unique visée ci-dessus entraîne la déclaration d'utilité publique de l'installation et des ouvrages qui y sont reliés.

La procédure en cause est du ressort de la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » de l'Assessorat régional des finances, des activités productives et de l'artisanat ; le responsable de la procédure est le dirigeant de ladite structure et le responsable de l'instruction est M. Stefano MARCIAS.

Aux termes de la loi régionale n° 8 du 28 avril 2011 (Nouvelles dispositions en matière de lignes électriques et abrogation de la), les intéressés peuvent présenter leurs observations écrites à la structure susmentionnée dans les trente jours qui suivent la date de publication du présent avis.

Le dirigeant,
Massimo BROCCOLATO

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Commune de CHAMPORCHER. Délibération n° 20 du 29 juillet 2020,

portant examen et acceptation des modifications de la variante substantielle générale du plan régulateur général communal proposées par le Gouvernement régional, ainsi qu'approbation définitive de celle-ci aux termes de l'art. 15 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis
délibère

1. Les modifications proposées par le Gouvernement régional dans sa délibération n° 658 du 24 juillet 2020, aux termes de la lettre c) du douzième alinéa de l'art. 15 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998, au sujet de la variante substantielle générale du PRG adopté par la Commune de Champorcher sont accueillies comme il appert du préambule.
2. L'acceptation des modifications susdites vaut approbation définitive de la variante substantielle générale du plan régulateur général communal, aux termes du treizième alinéa de l'art. 15 de la LR n° 11/1998.
3. La variante en cause déploie ses effets à compter de la date de publication au Bulletin officiel de la Région de la présente délibération portant acceptation des modifications proposées par le Gouvernement régional.

Comune di LA THUILE. Deliberazione 4 agosto 2020, n. 54.

Sdemanializzazione di parte di reliquato stradale.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

Di procedere alla sdemanializzazione del tratto di strada comunale "Petite Golette" non identificato da numero di mappale i cui confini sono nord mappali n. 128 e 1258, est mappale n. 125, a sud mappale n. 126 e a ovest mappali n. 130 e n. 129 tutti del Foglio di mappa n. 17;

Di dare atto che si provvederà all'invio del presente provvedimento di declassificazione/sdemanializzazione alla Regione per la pubblicazione nel Bollettino Ufficiale, il quale produrrà efficacia dall'inizio del secondo mese successivo alla data di pubblicazione;

Di dare atto, altresì, che, dopo che il presente atto avrà assunto efficacia, con successivo decreto del Sindaco si provvederà alla sdemanializzazione del tratto di strada comunale "Petite Golette";

Di dare atto, inoltre, che con successivo atto della Giunta comunale verrà stabilito l'utilizzo del bene in conformità al Regolamento Comunale recante disciplina delle alienazioni di beni immobili del Comune di La Thuile;

Di prendere atto che a seguito di apposito frazionamento l'area sarà cedibile o permutabile a privati e/o proprietari confinanti.

Commune de LA THUILE. Délibération n° 54 du 4 août 2020,

portant désaffectation d'un tronçon de délaissé de route.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

Le tronçon de la route communale dite « Petite Golette », qui n'est pas identifié par un numéro de parcelle, mais qui est délimité au nord par les parcelles 128 et 1258, à l'est par la parcelle 125, au sud par la parcelle 126 et à l'ouest par les parcelles 130 et 129 de la feuille 17 du cadastre, est désaffecté.

La présente délibération est transmise à la Région aux fins de sa publication au Bulletin officiel et déploie ses effets à compter du début du deuxième mois qui suit la date de ladite publication.

Après que la présente délibération aura produit ses effets, le syndic prendra un acte de désaffectation du tronçon en cause de la route communale dite « Petite Golette ».

L'utilisation du bien sera décidée par une délibération ultérieure de la Junte communale conformément au règlement communal portant réglementation des aliénations des biens immeubles propriété de la Commune.

Le bien en question pourra faire l'objet d'une cession ou d'un échange en faveur de particuliers ou des propriétaires des parcelles limitrophes à la suite du fractionnement y afférent.